



ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE  
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE

CONSEIL COMMUNAL DU 12 FÉVRIER 2020  
GEMEENTERAAD VAN 12 FEBRUARI 2020

NOTES EXPLICATIVES  
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

12.02.2020/A/0001 **Communication.**

---

**Mededeling.**

---

12.02.2020/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 15 janvier 2020; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 15 janvier 2020, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

---

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad dd. 15 januari 2020; goedkeuring.**

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 15 januari 2020. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*PV 15.01.2020.pdf*

---

12.02.2020/A/0003 **Règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics et sur le domaine public ; modification.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment à l'article 117 ;

Vu la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines, notamment les articles 8 à 10 ;

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation d'activités ambulantes, notamment les articles 23 à 44 ;

Considérant qu'en vertu de l'article 8, § 1, de la loi du 25 juin 1993, l'organisation d'activités ambulantes et foraines sur les marchés et fêtes foraines publics est déterminée par un règlement communal ;

Considérant qu'en vertu de l'article 9, § 1, de la loi du 25 juin 1993, l'organisation des activités ambulantes et foraines sur le domaine public, en dehors des marchés et fêtes foraines publics, est déterminée par un règlement communal ;

Considérant la transmission du projet en date du 20 décembre 2019 à la Ministre en charge de la Transition économique et de la Recherche scientifique Madame Barbara Trachte ;

Considérant qu'un avis a été émis par la Ministre précitée en date du 09 Janvier 2020 et que ces remarques ont été intégrées dans le règlement ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide : De modifier le règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics et sur le

domaine public et d'en arrêter les termes suivants :

## **CHAPITRE 1. ORGANISATION D'ACTIVITES AMBULANTES SUR LES MARCHÉS PUBLICS**

### **Article 1er – Définitions**

#### Marché :

- 1° Un « marché » est une manifestation créée ou préalablement autorisée par la Commune, rassemblant, sur l'espace public, en des lieux et en des temps déterminés des personnes qui y vendent des produits et des services.

#### Marchand :

- 1° Est considéré comme « marchand fixe » le commerçant ambulant titulaire d'un emplacement fixe qui lui est accordé pour une durée indéterminée.
- 2° Est considéré comme « marchand occasionnel » le commerçant ambulant qui fréquente les marchés de manière occasionnelle et à qui est octroyé un emplacement au jour le jour en fonction des disponibilités du marché.
- 3° Est considéré comme « marchand démonstrateur » le commerçant ambulant dont l'activité consiste exclusivement dans la mise en vente de l'un ou l'autre produit dont il vante la qualité et explique le maniement au moyen d'argument et/ou démonstrations visant à mieux le faire connaître au public et ainsi à en promouvoir la vente.

#### Occupation privative :

L'utilisation privative est une dérogation au caractère public du domaine. Il en résulte qu'il faut toujours un titre exprès. Les autorisations d'occuper temporairement le domaine public à des fins privées sont accordées à titre précaire et révocable.

Toute occupation de l'espace public visée par le présent règlement doit être préalablement autorisée par le Collège des Bourgmestre et Échevins de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode.

### **Article 2 – Lieux, jours et heures des marchés**

La Commune organise les marchés publics suivants sur le domaine public :

1. NOM : Marché de la Place Saint-Josse

LIEU : Rue des Deux Eglises et place Saint-Josse sur le terre-plein situé entre la rue des Deux Eglises.

JOUR : Jeudi

HORAIRES :

- Départ des véhicules non affectés à la vente : à 6h
- Arrivée des marchands fixes : à 6h
- Placement des marchands occasionnels : à 8h
- Ouverture de la vente au public : à 9h
- Fermeture de la vente au public : à 14h00
- Départ des marchands ambulants : à 14h30

2. NOM : Marché du Nord

LIEU : Rue du Progrès, Place Saint-Lazare, Square Victoria Regina, Passage Rogier, Rue de Brabant, Place Rogier, Boulevard Pacheco, Tunnels Place du Nord

JOUR : Dimanche

HORAIRES :

- Départ des véhicules non affectés à la vente : à 6h
- Arrivée des marchands fixes : à 6h
- Placement des marchands occasionnels : à 7h
- Ouverture de la vente au public : à 8h
- Fermeture de la vente au public : à 14h00
- Départ des marchands ambulants : à 14h30

Dans les limites du présent règlement, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut instituer de nouveaux marchés, notamment à des jours et/ou des lieux différents de ceux mentionnés dans le présent règlement.

Il est défendu d'établir, d'organiser ou de tenir un « marché » sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, si ce n'est aux lieux, jours et heures désignés par le présent règlement ou par le Collège des Bourgmestre et Échevins de Saint-Josse-Ten-Noode.

### **Article 3 – Plan et spécialisations des marchés**

Les marchés publics sont réservés à la vente de produits et, accessoirement, de services se rapportant à ces produits, au sens de la loi du 25 juin 1993.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé du bon déroulement du marché. Il :

- Arrête le plan des marchés ;
- Arrête les spécialisations éventuelles des emplacements ;
- Arrête les spécifications techniques éventuelles des emplacements ;
- Peut limiter le nombre d'emplacements réservés à la vente de certains produits ;
- Peut prévoir des zones destinées à accueillir des produits déterminés ;
- Peut définir les catégories de produits acceptées sur les marchés.

Conformément aux décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française, relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises, ce plan peut être consulté au sein du service des Classes Moyennes aux heures de bureau.

Le Collège peut modifier la localisation des emplacements lorsque l'intérêt du marché le justifie. De même, il peut supprimer provisoirement et sans préavis ni indemnité des emplacements en fonction des nécessités impératives liées à l'intérêt public. A titre exemplatif mais non limitatif, ces nécessités pourront être :

1. L'exécution de travaux privés, publics – communaux et autres – et *a fortiori* ceux nécessitant une exécution imprévue et immédiate pour des motifs de salubrité et de sécurité publiques ou par ordre de police ;
2. Toute exécution de mesures d'intérêt général ou pour cause de force majeure.

Lors de l'exécution de chantiers et/ou de fêtes foraines, en fonction des espaces publics disponibles, le Collège peut déplacer tout ou partie d'un marché dans les environs immédiats de sa localisation habituelle. Lors de ce déplacement, les marchands fixes seront admis par ordre d'ancienneté de présence sur le marché concerné sans que les marchands excédentaires puissent prétendre à une indemnisation.

Pour les cas non prévus au règlement, il sera statué par l'autorité communale compétente dans les limites de la législation.

#### **Article 4 – Conditions relatives à l'attribution des emplacements**

Un emplacement sur le marché public peut être attribué uniquement :

1. aux personnes physiques qui exercent pour leur propre compte une activité ambulante et titulaires d'une "autorisation patronale" ;
2. aux personnes morales qui exercent la même activité; les emplacements sont attribués à ces dernières par l'intermédiaire d'une personne physique assumant la responsabilité de la gestion quotidienne de la société, qui est titulaire de « l'autorisation patronale ».

Les responsables des opérations de vente sans caractère commercial dans un but philanthropique, social, culturel, éducatif, sportif ou dans un but de défense ou de promotion de la nature ou du monde animal ou de l'artisanat ou des produits du terroir et qui ont un caractère occasionnel peuvent solliciter l'attribution d'un emplacement sur l'un

des marchés organisés par la commune. Ils doivent préalablement en avoir obtenu l'autorisation, conformément au prescrit de l'article 7 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et l'organisation des activités ambulantes.

Afin de garantir la diversité de l'offre, le nombre d'emplacements par entreprise est limité à deux par marché.

#### **Article 5 — Proportion emplacements fixes — emplacements attribués au jour le jour.**

Les emplacements sur le marché public sont attribués :

- soit de manière fixe (maximum 95 % du nombre total d'emplacements) ;
- soit au jour le jour (minimum 5 % du nombre total d'emplacements).

Parmi les emplacements à attribuer de manière fixe, priorité est accordée aux démonstrateurs à concurrence de 5% du nombre total des emplacements du marché.

Le Collège des Bourgmestre et Échevins peut fixer pour chaque marché un quota maximum d'emplacements réservés à un certain type de produits.

#### **Article 6 — Règle d'attribution des emplacements au jour le jour.**

Les emplacements attribués au jour le jour le sont par tirage au sort, le cas échéant par spécialisation. Le titulaire de l'autorisation patronale doit être présent lors de l'attribution de l'emplacement.

Les marchands peuvent se présenter aux heures stipulées par le présent règlement ou par le Collège des Bourgmestre et Échevins pour le placement des marchands occasionnels et se voir attribuer un emplacement dans la limite des places disponibles ou éventuellement sur l'emplacement d'un marchand fixe non occupé à l'horaire réglementaire. Le cas échéant, les personnes ou fonctionnaires désignés par le Collège tiendront compte de la spécialisation exercée par le postulant.

Un marchand fixe, sous le coup d'une décision de suspension pour causes visées aux articles 9 et 11 ne peut participer en qualité d'occasionnel à l'un des marchés publics pendant la durée de la suspension de son emplacement fixe.

Aucun emplacement occasionnel ne sera attribué à un marchand voulant faire usage d'installations au gaz sauf s'il est en mesure de présenter au placier un certificat de conformité de leurs installations de gaz remontant à moins d'un an, délivré par un organisme de contrôle agréé. Pour tout marchand désirant utiliser une bonbonne de gaz mobile sur le marché, il devra se munir à ses côtés d'un extincteur à poudre opérationnel.

Un tel emplacement ne pourra par ailleurs être attribué que dans le respect des obligations imposées par le SIAMU (<http://be.brussels/siamu/organiser-un-evenement-que-faire>).

#### **Article 7 — Règles d'attribution des emplacements fixes sur les marchés publics.**

## **§1<sup>er</sup> Vacance et candidature emplacement fixe.**

Lorsqu'un emplacement à attribuer de manière fixe est vacant, cette vacance est annoncée par la publication d'un avis aux valves communales et sur le site internet de la Commune.

Les candidatures peuvent être introduites à la suite d'un avis de vacance ou à tout autre moment.

Elles doivent être introduites par lettre déposée contre accusé de réception, soit par courrier recommandé à la poste avec accusé de réception, soit sur support durable (par e-mail) contre accusé de réception à l'une des adresses visées au § 3 du présent article.

## **§ 2<sup>er</sup> Candidatures spontanées.**

Les candidatures peuvent être introduites à tout moment de manière spontanée. Dans ce cas, les candidatures seront inscrites dans un registre.

Pour être valables, les candidatures doivent respecter chacune des conditions suivantes :

- être adressées soit par courrier recommandé avec accusé de réception, soit par lettre déposée contre accusé de réception, soit sur support durable (e-mail) à l'une des adresses visées au § 3 du présent article;
- comporter les renseignements et annexes suivants :
  - 1° le nom, le prénom, l'adresse et les coordonnées téléphoniques du demandeur (personne physique ou morale), ainsi que son éventuelle adresse électronique ;
  - 2° pour une personne physique : le numéro national, une copie de la carte d'identité (recto verso);
  - 3° pour une personne morale : une copie des statuts, à jour, de la société ou de la personne morale ;
  - 4° l'extrait intégral des données de l'entreprise délivré par la Banque Carrefour des Entreprises (avec mention d'activité(s) ambulante(s)); le cas échéant un n° de T.VA.
  - 5° la mention du marché et/ou du jour du marché demandé ;
  - 6° la liste et le genre de produit(s) et/ou service(s) offert(s) en vente ou, le cas échéant, la mention « démonstrateur » ;
  - 7° l'autorisation délivrée par l'A.F.S.C.A. en cas de vente de produits alimentaires;
  - 8° l'immatriculation du camion magasin et/ou la remorque en cas de vente de poissons, viandes, et dérivés;
  - 9° le type de matériel utilisé (échope, parasols, camion magasin, remorque, ...) et les dimensions de ce dernier;
  - 10° le certificat de conformité en cas d'utilisation d'installations électriques et/ou au gaz;
  - 11° si l'activité est saisonnière : la mention de la période d'activité désirée;
  - 12° le métrage souhaité;
  - 13° une photo récente de l'étal;
  - 14° une copie de l'autorisation patronale d'activités ambulantes réglementaire (carte électronique) délivrée au demandeur

Le non-respect des formalités reprises ci-dessus entraîne l'irrecevabilité de la demande.

À la réception de la candidature, un accusé de réception est immédiatement communiqué au candidat mentionnant le numéro d'enregistrement et le droit du candidat à consulter le registre des candidatures.

### **§ 3. Correspondance**

Pour l'application du présent règlement, les courriers et notifications doivent impérativement être envoyés à l'adresse suivante :

- 1° Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode, Service des Classes Moyennes,  
Rue des Deux Eglises 131, 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;
- 2° Ou par mail à l'adresse suivante : [classesmoyennes@sjtn.brussels](mailto:classesmoyennes@sjtn.brussels)

### **§ 4. Registre des candidatures**

Toutes les candidatures sont consignées dans un registre au fur et à mesure de leur réception.

Les candidats devront confirmer leur candidature au service des Classes Moyennes par courrier ordinaire et/ou électronique afin de demeurer dans ledit registre au début de chaque année civile et dans tous les cas avant le 1er février. Cette confirmation devra être introduite de la même manière que l'introduction de la candidature. A défaut de confirmation dans le délai fixé, la candidature deviendra caduque.

Conformément aux décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française, relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises, ce registre peut toujours être consulté, sur rendez-vous, au service des Classes Moyennes.

### **§ 5. Ordre de l'attribution des emplacements**

En cas de vacance d'un emplacement fixe, les candidatures sont classées comme suit dans le registre en vue de l'attribution de l'emplacement, compte tenu de l'éventuelle spécialisation :

- 1° Aux démonstrateurs dans la mesure où ils n'atteignent pas 5 % du nombre total d'emplacements ;
- 2° Selon les candidatures par priorité pour les catégories suivantes :
  - a) aux personnes qui sollicitent un emplacement suite à la suppression de celui qu'elles occupaient sur l'un des marchés de la Commune ou auxquelles la Commune a notifié un préavis pour cause de suppression définitive du marché ou d'une partie des emplacements ;
  - b) aux commerçants ambulants ayant introduit une demande d'emplacement fixe, ci-après dénommés « candidats externes ».
- 3° Dans chaque catégorie, le cas échéant, selon l'emplacement et la spécialisation sollicités,
- 4° Selon la date de réception de la candidature.

Lorsque deux ou plusieurs demandes, appartenant à la même catégorie, sont introduites simultanément, l'ordre de préférence est déterminé comme suit :

- a) Sauf la catégorie des candidats externes, priorité est donnée au demandeur qui a le plus d'ancienneté sur les marchés de la Commune ; lorsque l'ancienneté ne peut pas être comparée, la priorité est déterminée par tirage au sort ;
- b) Pour le candidat externe, la priorité est déterminée par tirage au sort.

## **§ 6. Notification de l'attribution des emplacements**

L'attribution de l'emplacement est notifiée au demandeur :

- soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception,
- soit par la remise de la main à la main contre accusé de réception ;
- soit par courrier électronique avec accusé de réception.

Une copie du présent règlement sera jointe à la décision d'attribution d'un emplacement notifiée au demandeur.

## **§ 7. Le registre des emplacements attribués de manière fixe**

Un plan ou registre est tenu, mentionnant pour chaque emplacement attribué de manière fixe :

- 1° le nom, le prénom, l'adresse de la personne à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué ;
- 2° s'il y a lieu, la raison sociale de la personne morale à laquelle l'emplacement a été attribué et l'adresse de son siège social ;
- 3° le numéro d'entreprise et, le cas échéant, un numéro de T.V.A. ;
- 4° les produits et/ou les services offerts en vente ;
- 5° en cas de vente de produits alimentaires, l'autorisation délivrée par l'A.F..S.C.A. ;
- 6° s'il y a lieu, la qualité de démonstrateur ;
- 7° la date d'attribution de l'emplacement et la durée du droit d'usage;
- 8° si l'activité est saisonnière, la période d'activité ;
- 9° le prix de l'emplacement, sauf s'il est fixé de manière uniforme ;
- 10° s'il y a lieu, le nom et l'adresse du cédant et la date de la cession.

Conformément aux décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française, relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises, ce registre peut toujours être consulté, sur rendez-vous, au service des Classes Moyennes.

## **Article 8 – Durée de l'emplacement fixe.**

Un emplacement fixe est attribué pour une durée indéterminée.



## **Article 9 – Suspension de l’emplacement fixe.**

Le titulaire d'un emplacement fixe peut suspendre l’emplacement pour une période prévisible d'au moins un mois, lorsqu'il se trouve dans l'incapacité d'exercer son activité :

- . pour maladie ou accident attesté par un certificat médical ;
- . pour un cas de force majeure dûment démontré ;
- . pour raison sociale dûment démontrée.

La suspension prend effet le jour où la Commune est informée de l'incapacité et cesse au plus tard cinq jours après la communication de la reprise des activités. Le titulaire de l’emplacement fixe récupère son emplacement à la fin de la suspension.

Durant la période de suspension, l'emplacement sera attribué au jour le jour.

## **Article 10 – Renonciation à l’emplacement fixe.**

Le titulaire d’un emplacement fixe peut renoncer à son emplacement :

- 1° à la cessation de ses activités ambulantes, moyennant un préavis d'au moins 30 jours ;
- 2° pour un cas de force majeure dûment démontré, auquel cas aucun préavis n'est requis ;
- 3° pour raison sociale dûment démontrée.

Les ayants-droit de la personne physique exerçant son activité pour son propre compte peuvent, au décès de cette personne, renoncer, sans préavis, à l'emplacement fixe dont elle était titulaire, ou le reprendre.

Les demandes de suspension d’un emplacement fixe visée à l’article 9 du présent règlement et celles de reprise et de renonciation visées au présent article sont notifiées au service des Classes Moyennes:

- 1° à l’une des adresses visées à l’article 7§3 du présent règlement :
  - par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou
  - sur un support durable (e-mail) contre accusé de réception ;
- 2° par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception.

## **Article 11 – Suspension/retrait de l’emplacement fixe par le Collège**

L'emplacement fixe sera suspendu ou retiré par le Collège des Bourgmestre et Echevins dans les cas suivants :

- 1° en cas de non-paiement ou paiement tardif répétitifs de la taxe de l'emplacement ;
- 2° en cas de faillite ;
- 3° en cas d'absence durant trois semaines successives sans en avertir la Commune ou le placier au préalable ou durant la première semaine d'absence ;
- 4° en cas de cession d'un emplacement fixe à un tiers sans répondre aux conditions stipulées à l'article 14 du présent règlement communal ;
- 5° lorsque d'autres marchandises que celles mentionnées sur la décision d'attribution d'un emplacement fixe sont vendues ;
- 6° trouble de l'ordre public ou d'ébriété ;
- 7° pour les commerçants en denrées alimentaires, en cas de suspension ou de retrait de l'autorisation délivrée par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la chaîne alimentaire, auquel cas la suspension ou le retrait sont immédiats ;
- 8° non-respect des dispositions légales en matière de protection des consommateurs ;
- 9° refus de se conformer aux injonctions des services de Police, des placiers ou des gardiens de la paix ;
- 10° en cas de non-respect des dispositions du présent règlement.

Un premier constat fera l'objet d'un avertissement sauf si les personnes ou fonctionnaires désignés par le Collège estiment que les faits reprochés sont de nature telle qu'ils impliquent directement un rapport au Collège.

Un deuxième constat fera l'objet d'un rapport au Collège pour prise de décision de suspension ou retrait de l'emplacement fixe.

La décision de suspension ou de retrait est notifiée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou sur support durable (e-mail) contre accusé de réception.

Par ailleurs, tout marchand qui néglige ou refuse de se conformer aux prescriptions légales et/ou aux prescriptions du présent règlement pourra voir ses matériel, véhicule, étal et/ou marchandises enlevés à ses risques et périls et à ses frais par l'intervention des services de police.

## **Article 12 – Activité ambulantes saisonnières.**

Une activité saisonnière est en général une activité portant sur des produits ou des services qui, par nature ou par tradition, ne sont vendus qu'au cours d'une période de l'année.

Les emplacements fixes qui sont attribués pour l'exercice des activités susmentionnées sont suspendus pour la durée de la période de non-activité.

Pendant la période de non-activité, ces emplacements sont attribués au jour le jour.

### **Article 13 – Personnes assimilées habilitées à occuper des emplacements.**

Les emplacements sur les marchés publics peuvent être occupés :

- 1° Par les personnes physiques qui exercent pour leur propre compte une activité ambulante et titulaires d'une « autorisation patronale », auxquelles un emplacement est attribué ;
- 2° Par le responsable de la gestion journalière d'une personne morale à laquelle l'emplacement est attribué, titulaire d'une « autorisation patronale » ;
- 3° Par les associés de fait de la personne physique à laquelle l'emplacement est attribué, titulaires d'une « autorisation patronale » pour l'exercice d'une activité ambulante en propre compte ;
- 4° Par le (ou la) conjoint(e) ou le (ou la) cohabitant(e) légal(e) de la personne physique à laquelle l'emplacement est attribué, titulaire d'une « autorisation patronale » pour l'exercice de l'activité ambulante en propre compte ;
- 5° Par le démonstrateur, titulaire d'une « autorisation patronale », auquel le droit d'usage temporaire de l'emplacement a été sous-loué conformément aux dispositions de l'article 35 de l'AR du 24 septembre 2006 ainsi que par le démonstrateur, titulaire d'une « autorisation de préposé A et B », exerçant une activité ambulante pour le compte ou au service de la personne à laquelle l'emplacement a été attribué ou sous-loué ;
- 6° Par les personnes titulaires d'une « autorisation de préposé A » ou d'une « autorisation de préposé B » qui exercent une activité ambulante pour le compte ou au service de la personne physique ou morale visée aux points 1° à 4° ;

Les personnes qui réalisent des ventes sans caractère commercial dans le cadre des opérations visées à l'article 7 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 susmentionné, peuvent occuper l'emplacement attribué à la personne responsable de l'opération. Le cas échéant, elles peuvent l'occuper en dehors de la présence de celle-ci.

Les personnes énumérées aux points 2° à 6° peuvent occuper l'emplacement attribué ou sous-loué à la personne physique ou morale pour le compte ou au service de laquelle elles exercent l'activité, en dehors de la présence à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué ou sous-loué.

Les marchands ne peuvent quitter le marché avant la fin officielle du marché. Une dérogation peut toutefois être accordée lors de circonstances exceptionnelles.

Nul ne peut occuper un quelconque emplacement sur le marché sans l'autorisation de la Commune sous peine d'une sanction administrative communale telle que prévue par la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et/ou d'une expulsion

par les autorités compétentes.

## **Article 14 – Cession d'un emplacement.**

**§ 1er.** La cession d'un emplacement est autorisée aux conditions suivantes :

- 1° Lorsque le titulaire d'emplacement(s) cesse ses activités ambulantes en qualité de personne physique ou décède ou lorsque la personne morale cesse ses activités ambulantes. En cas de cessation, le cédant ou ses ayants droit transmettent un document servant de preuve de la radiation de son activité ambulante auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises ;
- 2° Et pour autant que le(s) cessionnaire(s) soi(en)t titulaire(s) d'une autorisation patronale d'activités ambulantes et qu'il(s) poursuive(nt) la spécialisation du cédant sur chaque emplacement cédé, à moins que le Collège des Bourgmestre et Echevins n'autorise une modification de spécialisation. Une telle modification de la spécialisation doit être demandée par lettre recommandée au Collège. Dans les deux cas (maintien de la spécialisation ou modification de spécialisation autorisée), le cessionnaire doit disposer de l'autorisation appropriée pour l'exercice d'activités ambulantes.
- 3° Pour autant que les dispositions du présent règlement restent respectées ;
- 4° Et que le Collège ait donné son accord préalable à la reprise de l'emplacement concerné ;
- 5° L'entreprise du cessionnaire ne peut pas disposer, à la suite de la reprise, de plus de deux emplacements (cf. article 4).

En cas de cession irrégulière, l'emplacement fixe sera retiré immédiatement et définitivement à son titulaire sur décision du Collège.

**§ 2.** Par dérogation au § 1er, la cession d'emplacement(s) est autorisée entre :

- 1° époux, en cas de séparation de fait,
- 2° époux, en cas de séparation de corps,
- 3° époux, en cas de divorce,
- 4° cohabitant légaux, à la fin de leur cohabitation légale,

À condition que :

- 1° le cédant ou le cessionnaire présente à la commune un document attestant de la situation mentionnée au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup> ;
- 2° le cessionnaire réponde aux conditions mentionnées au paragraphe 1er, 2° à 5°.

Le commerçant ambulant personne physique qui désire transférer son activité dans le cadre d'une personne morale en informera au préalable le Collège, qui l'autorisera à continuer à occuper son emplacement seulement après vérification du respect des conditions imposées par l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes. En cas de changement de la forme de sa personne morale, le commerçant ambulant constitué en personne morale devra en informer au préalable le Collège qui l'autorisera à continuer à occuper son emplacement seulement après vérification du respect des conditions imposées par l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes.

Le Collège devra aussi être informé en cas de changement de raison sociale ou de forme juridique de la société ou lorsque le fonds de commerce de cette dernière passe dans le chef d'une personne physique.

### **Article 15 – Sous-location démonstrateurs.**

Les démonstrateurs, qui ont obtenu un emplacement fixe, peuvent sous-louer à d'autres démonstrateurs leur droit d'usage temporaire sur cet emplacement :

- soit directement à un autre démonstrateur ;
- soit par l'intermédiaire d'une association ouverte à tout démonstrateur sans discrimination.

Selon le cas, le démonstrateur ou l'association communique la liste des démonstrateurs auxquels le droit d'usage temporaire d'un emplacement a été sous-loué.

Le prix de la sous-location ne peut être supérieur au droit de place visé à l'article 40 du présent règlement.

### **Article 16 - Horaires.**

#### 1. Circulation :

Toute circulation sur l'aire du marché est interdite entre 06h00 et 15h00 dans le périmètre du marché de la place Saint-Josse et entre 06h00 et 14h00 dans le périmètre du marché du Nord, sauf intervention des services de secours et exception faite des véhicules affectés à la vente sur le marché conformément aux paragraphes suivants.

#### 2. Installation :

Pour les marchands fixes, l'accès des véhicules à l'aire des marchés, leur déchargement et le montage des échoppes ne pourront se faire que dans les deux heures précédant l'ouverture du marché, pour autant que la signalisation nécessaire ait été mise en place par les services de police, soit :

- Pour le marché du Nord: à 06h00

- Pour le marché de la Place Saint-Josse : à 06h00

Le Collège pourra éventuellement, dans l'intérêt de l'organisation des marchés, imposer une heure d'arrivée différente à certains marchands. Les marchands fixes sont tenus d'être opérationnels à l'heure d'ouverture des marchés ce qui emporte l'obligation d'avoir terminé les opérations de déchargement, du montage de l'échoppe, de l'installation de l'éventuel camion-magasin et d'avoir assuré l'évacuation de tout véhicule non autorisé à stationner dans le périmètre du marché. Les marchands fixes bénéficient de la réservation de leur emplacement jusqu'à l'heure d'ouverture du marché. Au-delà, l'emplacement non occupé ou la partie d'emplacement non occupée sera, sous la direction de la personne ou du fonctionnaire désigné(e) par le Collège, attribué pour ce jour-là aux marchands occasionnels.

Les marchands occasionnels doivent être présents à 08h00 pour les opérations de tirage au sort pour le marché de la rue la Place Saint-Josse. Pour le marché du Nord, la présence est requise à 07h00

Les marchands occasionnels sont tenus d'avoir terminé les opérations de déchargement et assuré l'évacuation de tout véhicule non autorisé à stationner dans le périmètre du marché :

- a) sur le marché du Nord pour 08h00
- b) sur le marché de la Place Saint-Josse: pour 09h00

Conformément à l'article 2 du présent règlement, les horaires susmentionnés sont valables sans préjudice des prérogatives du Collège de prévoir d'autres emplacements et/ou horaires de marchés.

### 3. Libération des emplacements :

Les lieux devront être libérés de toute occupation :

- a) sur le marché du Nord dès 13h00 et au plus tard à 13h30 ;
- b) sur le marché de la Place Saint-Josse dès 14h30 et au plus tard à 15h00.

Les marchands ne peuvent délaisser leur emplacement et quitter le marché pendant la durée de celui-ci que dans des cas de circonstances exceptionnelles dûment motivés et, dans tous les cas, après accord de la personne ou du fonctionnaire désigné(e) par le Collège.

### **Article 17 : Profondeur des emplacements et matériel autorisé.**

Sauf dérogations du Collège pour les vendeurs de plantes et fleurs et de fruits et légumes, les emplacements auront une profondeur maximale de 4 mètres.

Aucun article, aucune marchandise ne pourra être installé ou présenté à la vente en dehors de la profondeur précitée et de l'alignement des camions (hors auvents) et échoppes. Aucun matériel - panneau publicitaire, mange-debout, poids ou autres, etc. - ne pourra être installé en dehors de la profondeur précitée et de l'alignement des camions (hors auvents) et échoppes. Seuls les commerces proposant à la vente des produits de bouche sont

autorisés à installer des mange-debout.

## **CHAPITRE 2. ORGANISATION D'ACTIVITÉS AMBULANTES SUR LE DOMAINE PUBLIC EN DEHORS DES MARCHÉS PUBLICS**

### **Article 18 – Autorisation préalable.**

#### **§ 1er. Demande d'autorisation**

Quiconque souhaite occuper un emplacement dans un ou plusieurs des lieux du domaine public, en dehors des marchés publics, pour exercer des activités ambulantes, doit demander une autorisation préalable auprès des autorités communales compétentes en précisant :

- Si le demandeur est une personne physique :

- les coordonnées complètes du demandeur ;
- le(s) lieu(x) spécifique(s) dans le(s)quel(s) il souhaite exercer son activité ambulante ;
- l'emprise d'occupation souhaitée ;
- la durée et la période de son occupation ;
- le type de matériel ou le genre de produits mis en vente.

- Si le demandeur est une société :

- les coordonnées complètes de la société et de son représentant ;
- le(s) lieu(x) spécifique(s) dans le(s)quel(s) il souhaite exercer son activité ambulante ;
- l'emprise d'occupation souhaitée ;
- la durée et la période de son occupation ;
- le type de matériel ou le genre de produits mis en vente ;
- la preuve du mandat pour demander l'autorisation au nom de la société.

La demande doit être sollicitée auprès du Secrétariat communal, 30 jours avant le début de l'activité, par lettre déposée contre accusé de réception ou par e-mail envoyé à ce même service (info@sjtn.brussels).

#### **§ 2 . Décision relative à l'autorisation**

En cas de décision positive, le demandeur obtient une autorisation mentionnant :

- la nature des produits ou services qu'il est autorisé à vendre

- le lieu
- la date et la durée de la vente
- l'horaire de l'occupation.

L'autorisation demandée peut être refusée notamment pour une ou plusieurs des raisons ci-dessous :

- raisons d'ordre public
- raisons de sécurité publique
- raisons de tranquillité publique
- raisons de santé publique

La commune motivera la (les) raison(s) dans sa notification de la décision négative au demandeur et renvoie également aux voies de recours.

### **Article 19 – Conditions en matière d'attribution et d'occupation des emplacements.**

Les personnes qui répondent aux conditions d'obtention (cf. article 4) et d'occupation d'emplacements sur le marché public (cf. article 13) peuvent obtenir et occuper des emplacements sur le domaine public.

### **Article 20 – Règles d'attribution d'emplacements au jour le jour.**

L'attribution d'emplacements au jour le jour se déroule selon l'ordre chronologique des demandes et, s'il y a lieu, en fonction du lieu et de la spécialisation sollicitée.

Lorsque deux ou plusieurs demandes d'emplacements sont introduites simultanément, l'attribution est déterminée par tirage au sort.

### **Article 21 – Règles d'attribution d'emplacement fixe.**

Les règles relatives aux marchés publics s'appliquent également ici (cf. supra).

## **CHAPITRE 3. DISPOSITIONS FINALES**

### **Article 22 – Exigence d'identification lors de l'exercice d'activités ambulantes.**



Toute personne, qui exerce une activité ambulante sur un marché public ou sur le domaine public, doit s'identifier, si elle exerce son activité à partir d'un étal ou d'un véhicule, au moyen d'un panneau lisible, placé ostensiblement sur celui-ci. Ce panneau doit également être installé par les préposés lorsqu'ils travaillent seuls.

Le panneau comporte les mentions suivantes :

- 1° Soit le nom, le prénom de la personne qui exerce une activité ambulante en personne physique pour son propre compte ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée; soit le nom, le prénom de la personne qui assume la responsabilité journalière de la personne morale ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée;
- 2° La raison sociale de l'entreprise et/ou sa dénomination commerciale;
- 3° Selon le cas, la commune du siège social ou du siège d'exploitation de l'entreprise et si le siège de
- 4° L'entreprise n'est pas située en Belgique, le pays et la commune dans lesquels il est situé;

le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises (ou l'identification qui en tient lieu, lorsque l'entreprise est étrangère).

### **Article 23 : Suppression définitive d'emplacement.**

Un préavis d'un an est donné aux titulaires d'emplacements en cas de suppression définitive d'un marché ou d'une partie de ses emplacements. En cas d'absolue nécessité tels que, et sans que cette énumération ne soit exhaustive, l'exécution de travaux publics ou privés ne pouvant souffrir d'aucun retard, lié à des motifs de salubrité ou de sécurité publique, ou plus généralement tout motif lié à l'intérêt général, ce délai n'est pas d'application. Cette disposition est applicable quel que soit le nombre d'emplacements concernés par cette suppression. Cette décision ne pourra donner droit à aucune indemnité quelconque au bénéfice du marchand fixe.

### **Article 24 : Modification des lieux.**

Si la disposition des lieux doit être modifiée, le titulaire devra adapter son échoppe en conséquence, déplacer son camion-magasin, ou s'installer au nouvel endroit qui lui sera désigné par les personnes ou fonctionnaires désignés par le Collège, sans qu'il puisse réclamer une indemnité.

### **Article 25 : Catégories de produits**

Les spécialisations pouvant être commercialisées sur les marchés communaux sont réparties au sein des catégories suivantes:

1. Produits de bouche salés à consommation immédiate;
2. Produits de bouche sucrés à consommation immédiate;
3. Produits de bouche "Spécialités du monde": spécialités orientales, égyptiennes, grecques, turques ;
4. Produits alimentaires: crèmerie, fromagerie et dérivés;
5. Produits alimentaires: boucherie, charcuterie, salaison, volaille crue et dérivés;
6. Produits alimentaires: poissonnerie et dérivés;
7. Produits alimentaires: volailles rôties et dérivés;
8. Produits alimentaires: épices, condiments, olives, fruits secs;
9. Produits alimentaires: boulangerie & pâtisserie ;
10. Produits alimentaires: confiserie et biscuits;
11. Produits alimentaires "biologiques et/ou labellisés";
12. Produits alimentaires: alimentation spécialisée (italiennes, turques,..) et autres produits alimentaires non repris dans les catégories 4 à 11;
13. Fruits et légumes;
14. Plantes et fleurs;
15. Vêtements prêt-à-porter pour hommes, femmes et enfants;
16. Lingerie (sous-vêtements pour hommes, femmes et enfants, ainsi que chaussettes, vêtements de nuit et de sorties de bain, maillots de bains, collants, etc.) ;
17. Accessoires de mode (chaussures, sacs, ceintures, portefeuilles, bijoux, montres, foulards, gants, couvre-chefs, parapluies, lunettes solaires et articles apparentés);
18. Accessoires et nourriture pour animaux;
19. Linge de maison (nappes cirées et en tissus, draps de lits, essuies, etc.);
20. Parfums, produits cosmétiques et de soins corporels;
21. Articles ménagers et électroménagers, outillage, accessoires électriques, électroniques et informatiques, GSM;
22. Loisirs (jeux, jouets, livres, articles de librairie et de papeterie, articles d'écriture, cartouches d'encre, CD's, Dvd's, et articles apparentés.);
23. Articles de décoration de la maison ;
24. Articles de sport;

25. Articles de merchandising, produits dérivés;

26. Démonstration ;

27. Boissons consommables sur place

Le Collège peut, dans un souci d'harmonisation et de cohérence, modifier ces catégories de spécialisation. Au sein d'un même emplacement, il est interdit de commercialiser des produits relevant de catégories différentes. Les commerçants fixes qui vendent des produits de bouche sont toutefois également autorisés à vendre des produits de la catégorie 27. A titre transitoire, les commerçants qui ont été dûment autorisés à vendre des produits relevant de catégories différentes continueront à bénéficier personnellement de cette autorisation. En cas de cessation de l'emplacement, le cessionnaire ne bénéficiera donc pas de cette mesure transitoire et devra choisir une seule catégorie

### **Article 26 – Changement de produit ou service.**

La vente, ne serait-ce que momentanée, d'un autre produit ou service que celui pour lequel l'emplacement a été attribué, est interdite.

Tout titulaire d'une autorisation communale qui désire changer de produit ou service, pour autant que l'autre produit ou service ne soit pas exclu par l'autorisation patronale, doit au préalable en solliciter l'autorisation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins par lettre recommandée.

S'il est fait droit à sa demande, l'intéressé devra accepter une éventuelle mutation d'emplacement.

Toute infraction au présent article est passible d'une sanction administrative communale telle que prévue par la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

### **Article 27 : Vente de boissons.**

Les boissons doivent être servies dans des verres ou gobelets cautionnés.

### **Article 28 : Endommagement de la chaussée et des terre-pleins.**

Il est interdit aux exposants d'endommager le revêtement de la chaussée ou des terre-pleins et des trottoirs notamment par l'implantation de piquets, clous, crampons ou autres objets de même nature, ou d'y faire de quelconques marques au sol.

Le matériel utilisé par les commerçants ambulants et occasionnels offrira toutes les garanties de solidité afin de pouvoir résister aux intempéries, aux mouvements de foule et

autres incidents inhérents aux marchés publics.

Il est interdit aux marchands de porter atteinte aux parterres floraux, aux pelouses et aux fosses d'arbre notamment en y entreposant du matériel et/ou en y stationnant, même partiellement, remorques et/ou véhicules.

### **Article 29 : Propreté et nettoyage.**

Il est strictement interdit aux marchands d'entreposer marchandises, caisses, le long des immeubles riverains du marché.

Les installations destinées à la vente de produits à consommer sur place doivent comporter une poubelle pour les déchets, papiers et emballages dont le consommateur désire se débarrasser. Les emplacements et leurs abords doivent être maintenus en parfait état de propreté. Tous les déchets, caissettes, cartonnages, débris, papiers et autres emballages jonchant le sol de l'emplacement et ses abords, devront être ramassés et évacués par le marchand avant qu'il ne quitte son emplacement. Il est strictement interdit de déverser tout résidu alimentaire ou tout liquide tel que graisses, huiles, eaux usées et ce tant sur les trottoirs, que sur la chaussée, dans les avaloirs, dans les haies ou au pieds des arbres.

En cas de non-respect d'une des obligations visées aux alinéas précédents, et notamment lorsqu'un commerçant ambulancier ou occasionnel abandonnera son emplacement ou ses abords immédiats souillés ou couverts de déchets quelconques, la remise en état des lieux sera aux frais du commerçant en défaut, et ce, sans préjudice de l'application de toute autre disposition prévue par le présent règlement, par le règlement taxe en matière de propreté publique en vigueur sur le territoire de la commune ou par une autre norme.

### **Article 30 : Hygiène.**

Il est interdit de porter atteinte en quelque manière que ce soit à l'hygiène et à la salubrité des denrées alimentaires transportées, exposées pour la vente, mises en vente ou vendues. Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour en éviter les souillures et en assurer la conservation. Les commerçants respecteront les normes d'hygiène en vigueur et observeront pour eux-mêmes les règles d'une propreté rigoureuse. Ils veilleront notamment à respecter les dispositions reprises dans le Règlement (CE) n° 852/2004 du 29 avril 2004 du Parlement et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires et ses annexes, en particulier le chapitre VIII de l'annexe II intitulé « Hygiène personnelle », ainsi que dans l'A.R. du 13 juillet 2014 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires.

### **Article 31 : Loyauté de la vente.**

Hormis les limites d'une publicité normalement admissible et variable selon la nature des produits mis en vente, les commerçants et leurs préposés ne peuvent attirer d'une manière

exagérée l'attention du public. A cet effet, tout emploi de microphone ou installations sonores est interdit sauf ceux destinés aux démonstrateurs.

### **Article 32 : Vente d'animaux**

Conformément à la loi du 14 août 1986 sur la protection et au bien-être des animaux, l'exposition, la livraison, la mise en vente de chiens et de chats est interdite dans le marché. La vente ambulante d'autres animaux vivants est soumise à l'agrément du Ministre qui a la protection animale dans ses attributions, conformément à l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux.

### **Article 33 : Ordre public**

Il est interdit d'apporter des entraves à la liberté des échanges commerciaux et de troubler l'ordre public ou les bonnes mœurs de quelque manière que ce soit, en ce compris la vente de produits à caractère pornographique, raciste ou xénophobe.

Il est également interdit toute forme de racolage.

Les marchands ne pourront être en état d'ivresse, ni sous l'emprise de produits stupéfiants.

### **Article 34 : Passages réservés aux véhicules de sécurité.**

Lorsqu'il arrête le plan des marchés, le Collège prévoit des passages réservés aux véhicules de sécurité. Ces passages doivent être maintenus libres en permanence. En cas d'intervention des services de secours, les ambulants sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour leur libérer un passage immédiatement; ils ne peuvent se prévaloir d'un quelconque dommage. Ils doivent être implantés de telle sorte que la voirie présente une largeur libre minimale de 4m. En aucun cas les ambulants et leurs clients ne peuvent encombrer le passage des piétons dans les allées du marché et a fortiori le passage des personnes moins valides. L'administration communale de Saint-Josse-ten-Noode décline toute responsabilité en cas de non-respect de ces normes.

### **Article 35 : Installations.**

Tout marchand fixe doit solliciter au préalable l'autorisation expresse au Collège pour l'installation d'un camion-magasin en lieu et place d'une échoppe. Par camion-magasin, il convient d'entendre le véhicule servant directement à la vente et spécialement agencé à cet effet. Ce véhicule devra être compris dans le périmètre attribué au marchand et respecter

l'alignement des installations réservées à la vente. Le commerçant ne peut y accrocher que des bâches transparentes de manière à ne pas occulter les emplacements voisins. Le Collège appréciera la situation en tenant compte des répercussions éventuelles sur les autres commerces ainsi que sur la facilité de circulation, la sécurité publique et la configuration des lieux.

Toute voie de circulation piétonne doit comporter un cheminement libre de tout obstacle d'une largeur minimale d'1m50 d'un seul tenant et d'une hauteur minimale de 2,20m.

Tout marchand ambulant, fixe ou occasionnel, doit veiller à ce que son installation se fasse dans le calme et à ne pas générer de nuisances sonores intempestives. De même, il doit veiller à ce que l'utilisation de son emplacement ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la salubrité ou la tranquillité publique.

Les marchands qui utilisent un câblage électrique placé au sol veilleront à ce que ce câblage ne soit pas une entrave au passage des piétons et des personnes à mobilité réduite.

Les barrières Nadar qui servent à délimiter et sécuriser le marché ne peuvent en aucun cas être utilisées ou empruntées par les marchands sans autorisation.

## **Article 36 : Installations de cuisson et installations électriques.**

### 1. Installations de cuisson :

Les appareils de cuisson ainsi que les conduits d'évacuation qui les desservent, doivent être disposés de manière à présenter toutes les garanties de sécurité. Ils doivent être placés sur un socle ou une aire en matériau incombustible et mauvais conducteur de la chaleur, dans un endroit aisément accessible et bien ventilé; ils seront éloignés autant que possible des sorties. Les appareils de gaz doivent satisfaire aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. L'utilisation d'appareils de cuisson n'est autorisée que dans des installations spécialement équipées à cette fin. Ces installations seront contrôlées par un organisme accrédité pour la norme NBN D51.006 selon la périodicité prescrite. Le certificat sera tenu à la disposition en cas de contrôle. Un extincteur à poudre polyvalente d'1/2 unité d'extinction conforme aux normes de la série NBN-EN-3 sera installé dans chaque échoppe utilisant des appareils de cuisson tels que friteuses, rôtissoires, appareils à hot-dogs, à beignets, à croustillons, etc. Il sera placé de manière à être accessible en toutes circonstances. Il sera contrôlé par une personne compétente d'une société qualifiée pour la maintenance des extincteurs portatifs, et ce annuellement (NBN S21050).

### 2. Installations électriques :

Toutes les installations électriques utilisées par un marchand seront réalisées conformément aux lois et règlements relatifs à cette matière. Le marchand tiendra à disposition en cas de contrôle le rapport d'inspection du contrôle légal et obligatoire de ses installations. Tous les appareils producteurs de force motrice et sources d'énergie, qu'ils soient simplement portables ou fixés sur un véhicule aménagé à cet effet, devront satisfaire aux prescriptions légales en vigueur de sorte que leur fonctionnement ne gêne personne et qu'il ne présente aucun danger

d'incendie. Ils devront, en outre, être protégés convenablement afin d'éviter tout accident. Les frais éventuels de raccordement et de consommation d'électricité seront à charge des commerçants ambulants et ce conformément au règlement taxe qui cible la matière.

### **Article 37 : Responsabilité - Assurances.**

Le marchand ambulant assume l'entière responsabilité des accidents, survenus à lui-même, à ses préposés, à son personnel ainsi qu'aux tiers, sur le marché, du fait :

1. de l'occupation du marché par toute marchandise, toute installation, tout véhicule, tout matériel lui appartenant ou dont il a la disposition ;
2. de l'exploitation qui est faite du marché.

Le marchand ambulant est responsable envers l'administration communale des dommages causés par sa faute, sa négligence ou celle de son personnel, aux chaussées, terre-pleins, trottoirs, arbres, espaces verts, bancs, fontaines ou aux équipements publics qui se trouvent sur l'emplacement ou aux abords du marché.

Les auteurs de toute dégradation de quelque nature sont susceptibles de poursuites légales.

L'autorisation d'établir des dépôts de marchandises ou d'objets quelconques sur et pendant la tenue des marchés communaux n'implique aucunement la garde et la conservation de ces dépôts.

Le paiement de la taxe n'entraîne pas une obligation pour l'administration communale d'établir à cet égard une surveillance spéciale.

Les marchands ambulants doivent souscrire les polices d'assurances nécessaires pour couvrir tous les risques découlant de l'occupation d'un emplacement sur le marché, et de l'exploitation qui en est faite. La police d'assurance devra contenir une clause par laquelle la compagnie contractante reconnaît avoir pris connaissance du présent règlement et s'engage à garantir tous risques et obligations en résultant. La compagnie s'engage à informer l'administration communale de Saint-Josse-Ten-Noode de toute modification, suspension, résiliation de la police et à n'en faire usage que 30 jours après la notification ainsi faite à l'administration communale par courrier recommandé. Le titulaire de l'emplacement devra communiquer à l'administration communale de Saint-Josse-Ten-Noode une copie certifiée conforme de la police avant toute occupation des lieux ; le fonctionnaire de l'administration communale de Saint-Josse-Ten-Noode pourra - à tout moment - exiger qu'une copie lui soit montrée.

### **Article 38 : Personnel communal.**

Pour l'application du présent règlement, les titulaires d'un emplacement devront se conformer aux instructions données par les personnes ou fonctionnaires désignés par le Collège.

### **Article 39 – Compétence du placier.**

Le placier a le pouvoir de contrôler les documents démontrant l'autorisation et l'identité des personnes qui exercent une activité ambulante.

Il a également les pouvoirs les plus étendus visant à organiser le marché public en exécution du présent règlement ou des délibérations du Collège.

### **Article 40 : Droit de place**

Le droit de place pour occuper un emplacement sur un marché fait l'objet d'un règlement taxe particulier. Les occupants d'un tel emplacement sont tenus au paiement de la taxe conformément à ce règlement. Le(s) éventuel(s) marchand(s) ambulante(s) désigné(s) par le Collège pour assurer le placement de leurs collègues sur le marché bénéficiera(ont) de l'exonération du droit de place.

### **Article 41 : Sanctions**

Sans préjudice de l'application de sanctions prévues par d'autres lois, décrets, ordonnances ou règlements, toute infraction au présent règlement permettra au Collège des Bourgmestre et Echevins de suspendre l'autorisation d'accès à un emplacement, pour une durée de 1 à 3 mois. Cette mesure ne sera appliquée que lorsqu'une mise en demeure adressée par lettre recommandée sera restée sans effet. En cas de récidive, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prononcer l'exclusion définitive du marchand ambulant.

Au cas où un acte de violence serait commis par un marchand ambulant à l'encontre d'un tiers, le Collège des Bourgmestre et Echevins invitera le marchand ambulant à se présenter à sa prochaine réunion, par lettre recommandée. Après l'avoir entendu au cours de cette réunion, le Collège aura la liberté d'exclure immédiatement et définitivement ce marchand de tous les marchés et emplacements sur le domaine public ten-nodois. Cette décision sera notifiée par lettre recommandée. Dans l'attente de cette décision du Collège, le marchand ayant commis un acte de violence pourra être interdit temporairement de présence sur les marchés et emplacements sur le domaine public ten-nodois.

En cas de suspension ou d'exclusion, les sommes versées par le marchand ambulant resteront propriété de l'Administration communale, et aucune indemnité ne pourra être réclamée.

### **Article 42 : Entrée en vigueur du présent règlement.**



Le présent règlement est communiqué au Ministre des Classes Moyennes dans le mois qui suit son adoption et entre en vigueur le cinquième jour après sa publication.

Délibéré, en séance publique, à Saint-Josse-ten-Noode, le (date)

Par le Conseil.

---

## **Reglement betreffende ambulante activiteiten op de openbare markten en het openbaar domein; wijziging.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 117,

Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante- en

kermisactiviteiten, inzonderheid artikelen 8 tot 10,

Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van

ambulante activiteiten, inzonderheid artikelen 23 tot 44,

Overwegende dat krachtens artikel 8, § 1, van de wet van 25 juni 1993 de organisatie van ambulante- en

kermisactiviteiten op de openbare markten en kermissen wordt geregeld door een gemeentelijk reglement,

Overwegende dat krachtens artikel 9, § 1 van de wet van 25 juni 1993 de organisatie van ambulante- en

kermisactiviteiten op het openbare domein, buiten de openbare markten en kermissen, wordt vastgelegd door

een gemeentelijk reglement,

Overwegende de overdracht van het project op 20 december 2019 aan de Minister belast met Economische

Transitie en Wetenschappelijk Onderzoek Mevrouw Barbara Trachte ;

Overwegende dat een advies werd uitgebracht door de Minister op 09 Januari 2020 en dat deze opmerkingen

werden geïntegreerd in het reglement.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist : Om haar reglement betreffende de ambulante activiteiten op de openbare markten en het openbaar

domein te wijzigen en de tekst ervan als volgt goed te keuren :

### **HOOFDSTUK 1. ORGANISATIE VAN AMBULANTE ACTIVITEITEN OP DE OPENBARE MARKTEN**

Artikel – 1 : Definities en juridisch kader

Markt :

1° Een « markt » is een manifestatie die ingericht werd of vooraf toegestaan door de Gemeente, die

in de openbare ruimte op vastgestelde plaatsen en tijdstippen personen verenigt die er producten en

diensten verkopen.

Handelaar :

1° Wordt beschouwd als « handelaar met een abonnement » de ambulante handelaar die houder is van een abonnement dat hem is toegekend voor de duur van een jaar en stilzwijgend kan worden verlengd.

2° Wordt beschouwd als "gelegenheidshandelaar": de ambulante handelaar die occasioneel op de markten staat en aan wie een losse standplaats wordt toegekend volgens de beschikbaarheid van de markt.

3° Wordt beschouwd als "handelaar - demonstrateur": de ambulante handelaar van wie de activiteit uitsluitend bestaat uit de verkoop van producten of diensten waarvan hij de kwaliteit aanprijst en het gebruik uitlegt, door middel van argumenten en/of demonstraties gericht op een betere bekendheid bij het publiek om zodoende de verkoop ervan te promoten.

Privé-gebruik :

Privé-gebruik vormt een uitzondering op het publieke karakter van het domein. Daaruit volgt dat er steeds een uitdrukkelijke toelating vereist is. De toelatingen om het publieke domein tijdelijk voor privédoeleinden te gebruiken, worden op precaire en herroepbare basis toegekend. Iedere bezetting van de openbare ruimte bedoeld in dit reglement moet vooraf worden goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node.

**Artikel 2 – Plaatsen, dagen en uren van de markten**

De Gemeente organiseert de volgende openbare markten op het openbaar domein :

1. NAAM : Markt van het Sint-Joostplein

PLAATS : Tweekerkenstraat en Sint-Joostplein op de esplanade gelegen tussen de Tweekerkenstraat.

DAG :Donderdag

UREN :

- Vertrek van de voertuigen die niet deelnemen aan de verkoop : om 6u
- Aankomst van de vaste handelaars : om 6u
- Plaatsing van de gelegenheidshandelaars : om 8u
- Opening van de verkoop voor het publiek : om 9u
- Sluiting van de verkoop voor het publiek : om 14u00
- Vertrek van de ambulante handelaars : om 14u30

2. NAAM : Markt Noordwijk

PLAATS : Vooruitgangstraat, Sint-Lazarusplein, Victoria Regina Square, Passage Rogier, Brabantstraat, Rogierplein, Pachecolaan, Tunnels Noordplein

DAG : Zondag

UREN :

- Vertrek van de voertuigen die niet deelnemen aan de verkoop : om 6u
- Aankomst van de vaste handelaars : om 6u
- Plaatsing van de gelegenheidshandelaars : om 7u
- Opening van de verkoop voor het publiek : om 8u
- Sluiting van de verkoop voor het publiek : om 14u00
- Vertrek van de ambulante handelaars : om 14u30

Binnen de grenzen van dit reglement kan het College van Burgemeester en Schepenen nieuwe markten

oprichten, met name op andere dagen en/of plaatsen dan deze vermeld in dit reglement.

Het is verboden om op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node een « markt » op te

richten, te organiseren of te houden, behalve op de plaatsen, dagen en uren aangeduid door dit reglement

of door het College van Burgemeesters en Schepenen van Sint-Joost-ten-Node.

### **Artikel 3 – Plan en specialisaties van de markten**

Openbare markten zijn voorbehouden voor de verkoop van producten en, bijkomstig, diensten met

betrekking tot deze producten, in de zin van de wet van 25 juni 1993.

Het College van Burgemeester en Schepenen is belast met het goede verloop van de markt.

Het College:

- Hecht zijn goedkeuring aan het plan van de markten ;
- Hecht zijn goedkeuring aan de eventuele specialisaties van de standplaatsen ;
- Hecht zijn goedkeuring aan de eventuele technische specificaties van de standplaatsen ;
- Kan het aantal standplaatsen voorbehouden voor de verkoop van bepaalde producten beperken ;
- Kan zones voorzien bestemd voor bepaalde producten ;
- Kan de categorieën van producten bepalen die worden aanvaard op de markten.

Overeenkomstig het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk

Gewest, de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie en de Franse gemeenschapscommissie,

betreffende de openbaarheid van bestuur in de Brusselse instellingen, kan dit plan worden geraadpleegd bij

de dienst Middenstand tijdens de kantooruren.

Het College kan de locatie van de locatie van de standplaatsen wijzigen wanneer het belang van de markt dit

rechtvaardigt. Eveneens kan het standplaatsen tijdelijk en zonder voorafgaande kennisgeving of vergoeding

verwijderen in functie van dwingende noden van openbaar belang. Bij wijze van voorbeeld, maar niet

beperkend, kunnen deze noden zijn :

1. De uitvoering van privé-, openbare-, gemeentelijke en andere werken en – a fortiori – werken die een

onmiddellijke en onvoorziene executie vereisen om redenen van volksgezondheid en veiligheid of op grond

van een politiebevel;

2. Iedere uitvoering van maatregelen van algemeen belang of wegens overmacht

Tijdens de uitvoering van bouwplaatsen en/of kermissen kan het College, in functie van de

beschikbare  
openbare ruimte, een markt geheel of gedeeltelijk verplaatsen naar de onmiddellijke  
omgeving van de  
gebruikelijke locatie. Tijdens deze verhuizing worden vaste handelaars toegelaten in  
volgorde van  
anciënniteit van aanwezigheid op de betrokken markt, zonder dat de overtollige handelaars  
aanspraak  
kunnen maken op een vergoeding.  
Voor gevallen waarin het reglement niet voorziet, wordt een besluit genomen door de  
bevoegde  
gemeentelijke overheid binnen de grenzen van de wetgeving.

**Artikel 4** – Voorwaarden betreffende de toekenning van standplaatsen.

Een standplaats op de openbare markt kan enkel worden toegewezen :

1. Aan natuurlijke personen die voor eigen rekening een ambulante activiteit uitoefenen en houder zijn van een "machtiging als werkgever"
2. Aan rechtspersonen die dezelfde activiteit uitoefenen; de standplaatsen worden aan hen toegewezen via de natuurlijke persoon die verantwoordelijk is voor het dagelijkse bestuur van de vennootschap en houder is van de reglementaire "machtiging als werkgever"
3. De verantwoordelijken voor occasionele verkoopacties zonder commercieel karakter, met een menslievend, sociaal, cultureel, educatief, sportief doel of met als doel de verdediging en promotie van de natuur, de dierenwereld, de ambacht of streekproducten, kunnen vragen om op een van de door de gemeente georganiseerde markten een standplaats toegewezen te krijgen. Zij moeten daar vooraf de toelating voor krijgen, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 7 van het Koninklijk Besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten. Om de diversiteit van het aanbod te garanderen, wordt het aantal standplaatsen per onderneming beperkt tot twee per markt.

**Artikel 5** — Verhouding vaste standplaatsen —standplaatsen op dagbasis.

De standplaatsen op de openbare markt worden toegewezen

- hetzij door abonnement (maximum 95 % van het totaal aantal standplaatsen)
- hetzij op dagbasis (minimum 5 % van het totaal aantal standplaatsen).

Van de standplaatsen die vast worden toegewezen wordt prioriteit gegeven aan  
demonstrateurs ten belope  
van /of van het totaal aantal standplaatsen van de markt.

Het College van Burgemeester en Schepenen kan voor elke markt een maximum aantal  
standplaatsen  
vaststellen dat voor een bepaald type product wordt voorbehouden.

**Artikel 6** — Toewijzingsregels voor standplaatsen op dagbasis.

De standplaatsen worden dagelijks toegewezen en dit door middel van loting, desgevallend  
door middel van  
specialisatie. De houder van een machtiging van de werkgever moet aanwezig zijn bij de  
toewijzing van de  
standplaats.

De handelaars kunnen zich op de door het College van Burgemeester en Schepenen  
vastgestelde tijdstippen  
melden voor de plaatsing van gelegenheidshandelaars en een standplaats toegewezen

krijgen binnen de  
beperking van de beschikbare plaatsen of eventueel op een niet gebruikte standplaats van  
een vaste verkoper  
die niet bezet is op het reglementaire uur. In dat geval zullen de personen of ambtenaren  
aangeduid door het  
College rekening houden met de specialisatie uitgeoefend door de aanvrager.  
Een vaste handelaar, die om de in de artikelen 9 en 11 genoemde redenen moet worden  
geschorst, mag niet  
als gelegenheidshandelaar deelnemen aan één van de openbare markten voor de duur van  
de schorsing van  
zijn vaste standplaats.  
Een handelaar die gebruik wenst te maken van gasinstallaties zal geen enkele occasionele  
standplaats  
toegewezen krijgen, tenzij hij aan de marktmeester een conformiteitsattest van hun  
gasinstallaties van minder  
dan een jaar oud kan voorleggen, afgeleverd door een erkende keuringsinstantie. Elke  
handelaar die een  
mobiele gasfles op de markt wil gebruiken, moet zich uitrusten met een operationele  
poederblusser.  
Een dergelijke locatie mag enkel worden toegewezen in overeenstemming met de door de  
DBDMH  
opgelegde verplichtingen (<https://be.brussels/dbdmh/een-evenement-organiseren-wat-te-doen>);

**Artikel 7** — Toekenningsregels voor vaste standplaatsen op de openbare markten.

§1 Beschikbaarheid en kandidaatstelling voor standplaats per abonnement.

Indien een per abonnement toegekende standplaats vacant is, wordt dit door het College  
van burgemeester en  
schepenen aangekondigd door de publicatie van een bekendmaking, die geafficheerd wordt  
op het  
gemeentelijke aanplakbord en via de website van de gemeente.  
De aanvragen kunnen ingediend worden als gevolg van een bekendmaking dat er een  
standplaats vacant  
komt.

Ze moeten worden ingediend per aangetekende brief tegen ontvangstbewijs, hetzij per  
aangetekende brief  
met ontvangstbewijs, hetzij op een duurzame drager (per e-mail) tegen ontvangstbewijs  
naar één van de  
adressen vermeld in § 3 van dit artikel. bij het gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node  
dienst

Middenstand, Twekerkenstraat 131, 1210 Sint-Joost-ten-Node of per e-mail op het  
volgende adres:

middenstand@sjtn.brussels

§ 2 Spontane kandidaturen.

1. De kandidaturen kunnen op ieder moment spontaan worden ingediend. In dat geval  
zullen de  
kandidaturen worden ingeschreven in een register.

2. Om geldig te zijn, moeten aanvragen aan de volgende voorwaarden voldoen:

- via een aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, door overhandiging van een brief  
tegen ontvangstbewijs of op een duurzame drager (e-mail) worden gericht aan één van

- de adressen vermeld in artikel 6 lid 3 van dit reglement;
- de volgende inlichtingen en bijgevoegde documenten bevatten:
    - 1° de naam, de voornaam, het adres en de telefonische gegevens van de aanvrager (natuurlijke of rechtspersoon), alsook zijn eventueel e-mailadres ;
    - 2° voor een natuurlijke persoon: het rijksregisternummer, een kopie van de identiteitskaart (recto verso);
    - 3° voor een rechtspersoon: een afschrift van de bijgewerkte statuten van de vennootschap, of van de rechtspersoon;
    - 4° het integrale uittreksel met de gegevens van de onderneming afgeleverd door de Kruispuntbank van Ondernemingen met vermelding de uitgeoefende handelsactiviteit, desgevallend een BTW-nummer;
    - 5° de vermelding van de gewenste markt en/of marktdag;
    - 6° de lijst en de aard van de te koop aangeboden producten en/of diensten of eventueel de vermelding "demonstrateur";
    - 7° indien vereist de vergunning van het FAVV in geval van verkoop van voedingswaren;
    - 8° de inschrijving van de winkelvrachtwagen en/of de aanhangwagen bij de verkoop van vis, vlees en afgeleide producten;
    - 9° het gebruikte type materiaal (marktkraam, parasols, winkelvrachtwagen, aanhangwagen, ...) en de afmetingen van deze laatste;
    - 10° het gelijkvormigheidattest voor elektriciteit- en/of gasinstallaties;
    - 11° bij een seizoensgebonden activiteit: de vermelding van de gewenste activiteitsperiode;
    - 12° de gewenste oppervlakte;
    - 13° een recente foto van het marktkraam;
    - 14° een kopie van de elektronische kaart houdende machtiging als werkgever voor de uitoefening van ambulante activiteiten.

Indien de bovengenoemde formaliteiten niet worden nageleefd, wordt de aanvraag niet in behandeling genomen.

Na ontvangst van de aanvraag wordt onmiddellijk een ontvangstbevestiging naar de kandidaat gestuurd met vermelding van het registratienummer en het recht van de kandidaat om het kandidaatsregister te raadplegen.

### § 3. Correspondentie

Voor de toepassing van dit reglement dienen brieven en kennisgevingen verplicht te worden verzonden naar

volgend adres :

- Gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node, Dienst Middenstand, Tweekerkenstraat 131, 1210 Sint-Joost-ten-Node
- Of per mail naar volgend adres : [middenstand@sjtn.brussels](mailto:middenstand@sjtn.brussels)

### § 4. Register van de kandidaturen

Alle kandidaturen worden bij hun ontvangst één na één in een register opgetekend.

Kandidaten moeten hun kandidatuur bij de dienst Middenstand per gewone post en/of email

bevestigen om aan het begin van elk kalenderjaar en in ieder geval vóór 1 februari in het register te kunnen ingeschreven blijven. Deze bevestiging moet op dezelfde wijze als de aanvraag worden ingediend. Indien de aanvraag niet binnen de termijn wordt bevestigd, vervalt deze.

Overeenkomstig het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels

Hoofdstedelijk

Gewest, de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie en de Franse gemeenschapscommissie,

betreffende de openbaarheid van bestuur in de Brusselse instellingen, kan dit register steeds worden

geraadpleegd, op afspraak bij de dienst Middenstand tijdens de kantooruren.

§ 5. Rangorde van toewijzing van standplaatsen

Wanneer een standplaats per abonnement vacant wordt, zullen de kandidaturen als volgt in het

register gerangschikt worden in het kader van de toewijzing van de standplaats, rekening houdend met eventuele specialisaties:

1. Aan de standwerkers in zoverre men nog niet tot 5 % van het totaal aantal standplaatsen geraakt is;
2. Op basis van de kandidaturen, met een prioriteit voor de volgende categorieën:
  - a) aan de kandidaten die een aanvraag indienden ten gevolge van de afschaffing van de standplaats die ze bezetten op een van de markten van de gemeente of indien de gemeente een vooropzeg gegeven heeft ten gevolge van de afschaffing van een markt of een gedeelte van de standplaatsen ervan;
  - b) aan de ambulante handelaar die een abonnement heeft aangevraagd, externe kandidaat genoemd
3. voor elke categorie, als het geval zich voordoet, op basis van de standplaats en de verzochte specialisatie;
4. Volgens de datum van ontvangst van de kandidatuur.

Als twee of meerdere aanvragen uit dezelfde categorie op hetzelfde ogenblik worden ingediend, dan zal de rangschikking als volgt gebeuren:

- a) afgezien van de categorie van externe kandidaten, wordt prioriteit gegeven aan de aanvrager die het meeste anciënniteit heeft op de gemeentelijke markten; als de anciënniteit niet kan vastgesteld worden dan wordt de prioriteit bepaald op basis van loting;
- b) voor de externe kandidaten wordt de prioriteit bepaald door loting.

§ 6. Aankondiging van de toewijzing van standplaatsen

De toewijzing van de standplaats wordt meegedeeld aan de aanvrager:

- hetzij per aangetekende brief via de post met bericht van ontvangst;
- hetzij per brief die persoonlijk wordt overhandigd in ruil voor een bericht van ontvangst;
- hetzij per elektronische post met bericht van ontvangst.

Een kopie van dit reglement zal bij het gunningsbesluit worden gevoegd van een standplaats

bekendgemaakt aan de aanvrager. § 7. Het register van standplaatsen toegekend per abonnement

Een plan of register wordt bijgehouden en vermeldt voor elke per abonnement toegekende standplaats:

- 1° de naam, voornaam, het adres van de persoon of de tussenpersoon aan wie de standplaats werd toegekend; als daar reden toe is, de firmanaam van de rechtspersoon aan wie de standplaats werd
- 2° toegekend en het adres van de maatschappelijke zetel;
- 3° het ondernemingsnummer en desgevallend het BTW-nummer;
- 4° de producten en/of diensten die te koop worden aangeboden;
- 5° in geval van verkoop van voedingswaren het attest van het FAVV;
- 6° als daar reden toe is de hoedanigheid van de standwerker;

7° de datum van toewijzing van de standplaats en de duur van het gebruiksrecht;

8° als de activiteit seizoensgebonden is, de activiteitsperiode;

9° de prijs van de standplaats, behalve als deze op een uniforme wijze werd vastgelegd;

10° als daar reden toe is, de naam en het adres van de overdrager en de datum van overdracht.

Overeenkomstig het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk

Gewest, de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie en de Franse gemeenschapscommissie,

betreffende de openbaarheid van bestuur in de Brusselse instellingen, kan dit register steeds worden

geraadpleegd, op afspraak bij de dienst Middenstand tijdens de kantooruren.

#### **Artikel 8** – Duur van de vaste standplaats

Een vaste standplaats wordt toegekend voor een onbepaalde duur.

#### **Artikel 9** – Opschorting van de vaste standplaats.

De houder van een vaste standplaats kan de standplaats opschorten voor een voorzienbare periode

van minstens een maand, als hij zich in de situatie bevindt dat hij zijn beroepsactiviteit niet kan

uitoefenen:

- door ziekte of ongeval, die op basis van een medisch attest dient aangetoond te worden;
- door een geval van overmacht, dat duidelijk aangetoond kan worden;
- om sociale reden naar behoren en eerlijk beoordeeld door het College van Burgemeester en Schepenen.

De opschorting vangt aan op de dag dat de Gemeente geïnformeerd is van de onmogelijkheid en

houdt op te bestaan ten laatste 5 dagen na de bekendmaking van de herneming van de activiteiten.

De houder van de standplaats recupereert zijn standplaats op het einde van de schorsingsperiode.

Gedurende de periode van de opschorting, zal de standplaats op dagbasis toegewezen worden.

#### **Artikel 10** – Afstand doen van de vaste standplaats.

De houder van de vaste standplaats kan hiervan afstand doen:

1° na het stopzetten van de ambulante handelsactiviteiten, door middel van een vooropzeg van minstens 30 dagen;

2° voor een naar behoren aangetoond geval van overmacht. In dat geval wordt geen vooropzeg

voorzien,

3° om sociale reden naar behoren aangetoond.

Na overlijden van de fysieke persoon die de activiteit voor eigen rekening uitoefent, kunnen de

rechthebbenden van de fysieke persoon zonder vooropzeg afstand doen van de vaste standplaats

waarvan hij houder was.

Aanvragen tot opschorting van een vaste standplaats bedoeld in artikel 9 van dit reglement



en aanvragen tot

hervatting of opzegging bedoeld in dit artikel worden gemeld aan de dienst Middenstand :

1° op één van de adressen vermeld in artikel 7§3 van dit reglement :

- per aangetekende brief bij de post met ontvangstbewijs of
  - op een duurzame drager (e-mail) tegen ontvangstbewijs ;
- 2° per brief persoonlijk overhandigd tegen ontvangstbewijs.

### **Artikel 11** – Schorsing/intrekking van de vaste standplaats door het College

De vaste standplaats kan in volgende gevallen door het College van burgemeester en schepenen

geschorst of ingetrokken worden:

- in geval van niet-betaling of laattijdige betaling van het standgeld,
- in geval van faillissement,
- in geval van afwezigheid gedurende drie opeenvolgende weken zonder de Gemeente of de marktmeester hiervan voorafgaand op de hoogte te brengen of gedurende de eerste week van afwezigheid,
- in geval van afstaan van een abonnement aan een derde zonder aan de voorwaarden gestipuleerd in artikel 14 van onderhavig gemeentelijk reglement te voldoen,
- het verkopen van andere goederen dan deze die op het abonnement vermeld zijn;
- verstoring van de openbare orde of dronkenschap,
- voor de handelaars in voedingswaren, bij een schorsing of intrekking van de vergunning, afgeleverd door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen. De schorsing

of de intrekking wordt onmiddellijk van kracht;

- niet-naleving van de wettelijke bepalingen inzake bescherming van de consumenten,
- weigeren zich te schikken naar het uitdrukkelijk bevel van de politiediensten, de marktmeesters, of de gemeenschapswachten;
- in geval van niet-naleving van de bepalingen van dit reglement.

De eerste vaststelling leidt tot een waarschuwing, behalve wanneer de aangestelde personen, vermeld in

artikel 40, vinden dat de ten laste gelegde feiten zodanig ernstig zijn dat ze een verslag aan het College tot gevolg hebben.

Een tweede vaststelling zal worden voorgelegd aan het College voor het nemen van een besluit om het abonnement te schorsen of in te trekken.

Bovendien kan van elke handelaar die de wettelijke voorschriften en/of dit reglement niet naleeft of weigert

na te leven, zijn uitrusting, voertuig, kraam en/of goederen op eigen risico en op eigen kosten worden verwijderd door optreden van de politiediensten.

### **Artikel 12** – Seizoensgebonden ambulante handelsactiviteiten.

Een seizoensgebonden activiteit is een activiteit die steunt op producten of diensten die, door hun

aard of traditie, enkel gedurende een bepaalde periode van het jaar verkocht worden.

De vaste standplaatsen die worden toegekend voor de uitoefening van bovenvermelde activiteiten

worden gedurende de periode van niet-activiteit geschorst.

Gedurende de periode van niet-activiteit worden de losse standplaatsen toegekend.

**Artikel 13** – Personen die gemachtigd zijn om standplaatsen te bezetten.

De standplaatsen op de openbare markten kunnen bezet worden :

1° Door natuurlijke personen die voor eigen rekening een ambulante activiteit uitoefenen en houders

van een “werkgeversvergunning”, waaraan een standplaats wordt toegekend ;

2° Door de verantwoordelijke van het dagelijks beheer van een rechtspersoon waaraan de standplaats

wordt toegekend, houder van een “werkgeversvergunning” ;

3° Door de vennoten van de fysieke natuurlijke persoon aan wie de standplaats werd toegekend en die

houder is van een "werkgeversvergunning" voor het uitoefenen van een ambulante handelsactiviteit voor

eigen rekening ;

4° Door de echtgeno(o)t(e) of wettelijk samenwonende van de fysieke persoon aan wie de standplaats

werd toegekend en die houder is van een "werkgeversvergunning" voor het uitoefenen van een ambulante

handelsactiviteit voor eigen rekening;

5° Door de standwerker, die houder is van een "werkgeversvergunning", aan wie het tijdelijk gebruik

van de standplaats werd onderverhuurd conform de voorschriften van artikel 35 van het bovenvermeld

koninklijk besluit van 24 september 2006 en door de standwerker die houder is van een "toestemming van

aangestelde A en B", die een ambulante handelsactiviteit uitoefent voor de rekening of in dienst van de

persoon aan wie de standplaats werd toegekend of onderverhuurd ;

6° Door de personen die houder zijn van een "toestemming van aangestelde A" of van een "toestemming van aangestelde B" die een ambulante handelsactiviteit uitoefenen voor de

rekening van of in

dienst van de fysieke persoon of rechtspersoon bedoeld in punten 1° tot 4° ;

Personen die verkopen van niet-commerciële aard realiseren in het kader van de verrichtingen bedoeld in

artikel 7 van voormeld koninklijk besluit van 24 september 2006 kunnen de standplaats bezetten die werd

toegewezen aan de verantwoordelijke voor de verrichting. In voorkomend geval kunnen zij deze bezetten

zonder de aanwezigheid van deze laatste.

De personen opgesomd in punten 2° tot 6° mogen de standplaats innemen die werd toegekend of

onderverhuurd aan de natuurlijke- of rechtspersoon, voor wiens rekening of in wiens dienst ze de activiteit

uitoefenen, buiten de aanwezigheid van de persoon aan wie of door de tussenkomst van wie de standplaats

werd toegekend of onderverhuurd.

Handelaren mogen de markt niet verlaten tot het officiële einde van de markt, maar in uitzonderlijke

omstandigheden kan een afwijking worden toegestaan.

Niemand mag zonder toestemming van de Gemeente een standplaats op de markt innemen, op straffe van

een gemeentelijke administratieve sanctie zoals voorzien door de wet van 24 juni 2013

betreffende de  
gemeentelijke administratieve sancties en/of verwijdering door de bevoegde overheid.

#### **Artikel 14 – Overdracht van de standplaats.**

§ 1. De overdracht van de standplaats is toegestaan onder de volgende voorwaarden:

1. Wanneer de houder van de standplaats(en) zijn ambulante handelsactiviteiten stopzet als natuurlijke persoon of overlijdt of als de rechtspersoon de ambulante handelsactiviteiten staakt. In het geval van overdracht, geven de overdrager of zijn rechthebbenden een document dat dienst doet als bewijs van schrapping van zijn ambulante handelsactiviteit bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
2. Voor zover degenen aan wie deze overdracht gebeurt, houder zijn van een werkgeversvergunning voor ambulante handelsactiviteiten en de specialisatie verder zetten van diegene die zijn standplaats overdraagt. Een eventuele wijziging van de specialisatie moet per aangetekend schrijven bij het College van Burgemeester en Schepenen aangevraagd worden. In beide gevallen (behoud van de specialisatie of aanpassing van de toegestane specialisatie), moet diegene aan wie de standplaats overgedragen wordt, beschikken over de gepaste toestemming voor het uitoefenen van ambulante handelsactiviteiten;
3. Voor zover de bepalingen van dit reglement nageleefd blijven;
4. En dat het College zijn voorafgaand akkoord heeft gegeven voor de overname van de betreffende standplaats.
5. De onderneming van de persoon die afstand doet van de standplaats kan, na de overname, niet meer dan over twee standplaatsen beschikken (cf. artikel 4).

De overdracht is geldig voor de rest van de duur van het abonnement van de overdragende partij. In

geval van overdracht, wordt het abonnement ook stilzwijgend verlengd.

In geval van onregelmatige overdracht zal het abonnement onmiddellijk en definitief worden ingetrokken bij

zijn houder op beslissing van het College.

§ 2. In afwijking van § 1, kan de overdracht van standplaats(en) toegestaan worden tussen:

- echtgenoten, in geval van feitelijke scheiding,
- echtgenoten, in geval van scheiding van tafel en bed,
- echtgenoten, in geval van echtscheiding,
- wettelijke samenwonenden, aan het eind van hun wettelijk samenwonen,

Op voorwaarde dat :

- de overdrager of de verkrijger aan de gemeente een document overhandigt met de situatie beschreven in paragraaf 2;
- de verkrijger voldoet aan de voorwaarden, opgesomd in paragraaf 1, 2 en 3;
- dat de overnemer houder is van de reglementaire machtiging als werkgever voor de uitoefening van ambulante activiteiten en de specialisatie van de overlater voortzet op de overgedragen standplaats, tenzij het College een verandering van specialisatie toelaat. Indien de standplaats bestemd is voor een specialisatie, dat kan de gemeente een wijziging van deze specialisatie weigeren.

De ambulante handelaar natuurlijke persoon die zijn activiteit wil overdragen in het kader van een

rechtspersoon, brengt het College daar vooraf van op de hoogte. Het College zal hem pas toestemming geven om zijn standplaats verder in te nemen na controle van de naleving van de

opgelegde voorwaarden in het Koninklijk Besluit van 24 september 2006 betreffende de

uitoefening  
en organisatie van ambulante activiteiten. Indien het statuut van rechtspersoon van de ambulante handelaar wijzigt, dan moet de ambulante handelaar die over deze rechtspersoon beschikt het College hiervan op voorhand op de hoogte brengen, dat hem (haar) de toelating zal geven om de standplaats te blijven gebruiken, enkel na raadplegen van het respecteren van de voorwaarden opgelegd door het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende het beoefenen en het organiseren van ambulante activiteiten. Het College moet ook worden ingelicht bij een verandering van handelsnaam of rechtsvorm van de onderneming of wanneer de handelszaak van die onderneming aan een natuurlijke persoon wordt overgedragen.

#### **Artikel 15 – Onderverhuring demonstrateurs.**

Demonstrateurs die een vaste standplaats hebben verkregen, kunnen aan andere demonstrateurs hun recht van tijdelijk gebruik van deze standplaats onderverhuren :

- hetzij rechtstreeks aan een andere demonstrateur ;
- hetzij via een vereniging die openstaat voor iedere demonstrateur zonder discriminatie.

Naargelang het geval deelt de demonstrateur of de vereniging een lijst mee van de demonstrateurs waaraan het tijdelijke gebruiksrecht van een standplaats werd onderverhuurd. De prijs van de onderhuur mag niet hoger zijn dan het in artikel 40 van dit reglement bedoelde standrecht.

#### **Artikel 16 - Uurroosters.**

##### 1. Verkeer :

Alle verkeer op de marktzone is verboden tussen 06u00 en 15u00 in de perimeteer van de markt van het Sint-Joostplein en tussen 06u00 en 14u00 in de perimeteer van de markt van de Noordwijk, behalve voor interventie van de hulpdiensten en uitgezonderd voertuigen bestemd voor de verkoop op de markt overeenkomstig de volgende paragrafen.

##### 2. Installatie :

De vaste handelaars krijgen pas twee uur vóór de opening van de markt toegang tot de marktzones met hun voertuigen om te lossen en hun marktkramen op te stellen, op voorwaarde dat de politiediensten de vereiste signalisatie hebben geplaatst, hetzij :

- Voor de markt in de Noordwijk: om 06u00
- Voor de markt op het Sint-Joostplein : om 06u00

Het College zal eventueel, in het belang van de organisatie van de markten, een verschillend aankomstuur kunnen opleggen aan bepaalde handelaars. De vaste handelaars moeten klaar zijn bij het opengaan van de markten. Ze moeten het lossen, het opstellen van de marktkraam en de installatie van de eventuele winkelvrachtwagen dus hebben beëindigd en elk voertuig dat niet in de marktzone mag

parkeren, hebben verplaatst. De standplaats van de vaste handelaars wordt gereserveerd totdat de markt opengaat. Daarna zal de niet-ingenomen standplaats of het niet-ingenomen deel van de standplaats onder leiding van de persoon of de ambtenaar aangeduid door het College, voor die dag aan gelegenheidshandelaars worden toegewezen.

De gelegenheidshandelaars moeten om 08u00 aanwezig zijn voor de loting voor de markt van het Sint-Joostplein. Voor de markt van de Noorwijk is de aanwezigheid vereist om 07u00. De gelegenheidshandelaars moeten het lossen hebben beëindigd en elk voertuig dat niet in de marktzone mag

parkeren, hebben verplaatst :

a) op de markt van de Vooruitgangstraat vóór 08u00

b) op de markt van het Sint-Joostplein: vóór 09u00

Overeenkomstig artikel 2 van dit reglement gelden bovenvermelde uurroosters onverminderd het voorrecht

van het College om te voorzien in andere locaties en/of tijdstippen van de markten.

3. Vrijmaken van de standplaatsen :

De marktzone moet volledig vrij zijn :

a) op de markt van de Noordwijk vanaf 13u00 en ten laatste om 13u30 ;

b) op de markt van het Sint-Joostplein vanaf 14u30 en ten laatste om 15u00.

Handelaren mogen hun locatie niet opgeven en de markt tijdens de markturen verlaten, tenzij in

uitzonderlijke omstandigheden naar behoren gemotiveerd, en in alle gevallen, na akkoord van de persoon of de ambtenaar aangeduid door het College.

**Artikel 17** : Diepte van de standplaatsen en toegestaan materiaal.

Buiten de afwijkingen die het College toestaat voor de verkopers van planten, bloemen, fruit en groenten,

zijn de standplaatsen maximaal 4 meter diep.

Geen enkel product mag buiten de voormelde diepte en de aangewezen lijn voor de vrachtwagens (zonder

luifels) en marktkramen worden uitgesteld of te koop worden aangeboden. Geen enkel materiaal –

reclamebord, statafel, gewicht enz. – mag buiten de voormelde diepte en de aangewezen lijn voor de

vrachtwagens (zonder luifels) en marktkramen worden opgesteld. Alleen handelaars die etenswaren te koop

aanbieden, mogen statafels plaatsen

## **HOOFDSTUK 2. ORGANISATIE VAN AMBULANTE ACTIVITEITEN OP HET OPENBARE**

### **DOMEIN BUITEN DE OPENBARE MARKTEN**

**Artikel – 18** Voorafgaande toelating.

§ 1 . Toelatingsaanvraag

Om een standplaats te kunnen innemen, moet men voldoen aan de bepalingen vermeld in artikel 19

en moet men beschikken over een toelating. Deze toelating moet voorafgaand aan het

uitoefenen

van de ambulante handelsactiviteit aangevraagd worden bij de gemeente.

§ 2 . Beslissing met betrekking tot de toelating

In het geval van een positieve beslissing, krijgt de aanvrager een toelating met vermelding van:

- de aard van de producten of diensten die hij mag aanbieden,
- de plaats,
- de datum en de duur van de verkoop
- het uurrooster van de bezetting.

De gevraagde toelating kan geweigerd worden voor één of meerdere van onderstaande redenen:

- redenen van openbare orde
- redenen van openbare veiligheid
- redenen van openbare rust
- redenen van openbare gezondheid
- bescherming van de consument
- de activiteit dreigt het bestaande handelsaanbod in gevaar te brengen.

De gemeente zal de reden(en) van de negatieve beslissing motiveren in de kennisgeving aan de aanvrager.

**Artikel 19** – Voorwaarden betreffende toewijzing en inname van de standplaatsen.

De personen die voldoen aan de voorwaarden tot het verkrijgen (cf. artikel 4) en innemen van de standplaatsen op de openbare markt (cf. artikel 13) kunnen standplaatsen op het openbaar domein verkrijgen en innemen.

**Artikel 20** – Toewijzingsregels voor standplaatsen op dagbasis.

De toewijzing van losse standplaatsen vindt plaats volgens chronologische volgorde van de aanvragen en,

indien van toepassing, afhankelijk van de gevraagde locatie en specialisatie.

Wanneer twee of meer aanvragen voor standplaatsen tegelijk worden ingediend, wordt de toewijzing bepaald door loting.

**Artikel 21** – Toewijzingsregels voor vaste standplaatsen.

De regels met betrekking tot de openbare markten zijn hier eveneens van toepassing (zie boven).

### **HOOFDSTUK 3. EINDBEPALINGEN**

**Artikel 22** – Vereiste van identificatie in geval van uitoefening van ambulante activiteiten op de

openbare markt.

Elke persoon die een ambulante activiteit uitoefent op een openbare markt moet zich identificeren met

behulp van een leesbaar bord, dat goed zichtbaar op het kraam of voertuig moet worden aangebracht, indien

hij de activiteit uitoefent in een kraam of een voertuig. Dit bord moet eveneens geïnstalleerd worden door de

aangestelden indien ze alleen werken.

Het bord bevat de volgende vermeldingen :

1. Hetzij de naam en de voornaam van de persoon die een ambulante activiteit uitoefent als natuurlijke persoon voor eigen rekening of voor wiens rekening of in wiens dienst de activiteit wordt uitgeoefend; hetzij de naam en de voornaam van de persoon die het dagelijkse bestuur van de rechtspersoon waarneemt of voor wiens rekening of in wiens dienst de activiteit wordt uitgeoefend;
2. De handelsnaam van de onderneming en/of de commerciële benaming;
3. Naargelang het geval, de gemeente waar de maatschappelijke zetel van de onderneming zich bevindt of, indien deze zich niet in België bevindt, het land en de gemeente waar deze zich bevindt;
4. Het inschrijvingsnummer in de Kruispuntbank van Ondernemingen of de identificatie die vervangt als het om een buitenlandse onderneming gaat.

**Artikel 23:** Definitieve opheffing van een standplaats.

Er wordt een opzegging van één jaar gegeven aan de houders van de standplaatsen bij definitieve opheffing van een markt of een deel van de standplaatsen. Om dringende redenen zoals, maar zonder dat deze opsomming uitputtend is, de uitvoering van dringende openbare of private werken in het kader van de openbare gezondheid of veiligheid of meer algemeen ieder motief dat verband houdt met het algemeen belang, wordt deze termijn niet toegepast. Deze bepaling is van toepassing ongeacht het aantal standplaatsen waarop deze opheffing betrekking heeft. Deze beslissing geeft de vaste handelaar geen recht op een vergoeding.

**Artikel 24 :** Plaatswijziging.

Bij een herindeling van de marktzone moet de standplaatshouder zijn marktkraam daaraan aanpassen, zijn winkelvrachtwagen verplaatsen of op een nieuwe plaats gaan staan die hem door het gemeentepersoneel wordt aangewezen, zonder dat hij een vergoeding kan eisen.

**Artikel 25 :** Productcategorieën

De specialisaties die op de gemeentelijke markten mogen worden verkocht, worden onderverdeeld in de volgende categorieën:

1. Zoute eetwaren voor onmiddellijke consumptie;
2. Zoete eetwaren voor onmiddellijke consumptie;
3. Eetwaren "wereldspecialiteiten": Oosterse, Egyptische, Griekse, Turkse ... specialiteiten;
4. Voedingsproducten: zuivel, kaas en afgeleide producten;
5. Voedingsproducten: vlees, charcuterie, gepekeld producten, rauw gevogelte en afgeleide producten;
6. Voedingsproducten: vis en afgeleide producten;
7. Voedingsproducten: gebraden gevogelte en afgeleide producten;

8. Voedingsproducten: specerijen, kruiden, olijven, gedroogde vruchten;
  9. Voedingsproducten: brood en gebak;
  10. Voedingsproducten: suikergoed en koekjes;
  11. "Biologische en/of gelabelde" voedingsproducten;
  12. Voedingsproducten: gespecialiseerde voeding (Italiaans, Turks ...) en andere voedingsproducten die niet in de categorieën 4 tot 11 zijn opgenomen;
  13. Fruit en groenten;
  14. Planten en bloemen;
  15. Confectiekleding voor mannen, vrouwen en kinderen;
  16. Lingerie (ondergoed voor mannen, vrouwen en kinderen; kousen, nachtkleding, badjassen, badpakken, panty's enz.);
  17. Modeaccessoires (schoenen, handtassen, riemen, portefeuilles, juwelen, horloges, sjaals, wanten, hoofddeksels, paraplu's, zonnebrillen en verwante producten);
  18. Accessoires en voeding voor dieren;
  19. Linnengoed (afwasbare en stoffen tafellakens, beddengoed, handdoeken enz.);
  20. Parfum, cosmetica en verzorgingsproducten;
  21. Huishoudproducten en -elektro, gereedschap, elektrische, elektronische en computeraccessoires, gsm's;
  22. Vrije tijd (spelletjes, speelgoed, boek- en papierhandelproducten, schrijfbenodigdheden, inktbuisjes, cd's, dvd's en verwante producten);
  23. Binnenhuisdecoratie;
  24. Sportartikelen;
  25. Merchandisingartikelen, afgeleide producten;
  26. Demonstraties;
  27. Niet-alcoholische drank ter plaatse te benutten.
- Het College kan die specialisatiecategorieën wijzigen om ze te harmoniseren en coherent te maken.

Onverminderd artikel 501 van het Strafwetboek en artikel 13, lid 2 van de wet van 24 januari 1977 is het verboden om eetwaren te verkopen of te koop aan te bieden, die bedorven, slecht, vervalst of niet voor verbruik geschikt zijn. Op eenzelfde standplaats mogen geen producten uit verschillende categorieën worden verkocht. Handelaars met een abonnement die levensmiddelen verkopen mogen ook producten van categorie 27 verkopen. Als overgangsmaatregel zullen de handelaars die geldig gemachtigd werden om producten uit verschillende categorieën te verkopen, die machtiging verder blijven genieten ten persoonlijke titel. Bij de overdracht van de standplaats, heeft de overnemer geen recht op deze overgangsmaatregel en moet hij één categorie kiezen.

**Artikel 26 – Wijziging van product of dienst.**

De verkoop, zelfs tijdelijk, van een ander product of een andere dienst dan die waarvoor de standplaats is bestemd, is verboden.



Elke houder van een gemeentelijke vergunning die het product of de dienst wil wijzigen, op voorwaarde dat het andere product of de andere dienst niet wordt uitgesloten door de werkgeversvergunning, moet vooraf per aangetekende brief een vergunning aanvragen bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Als het verzoek wordt ingewilligd, moet de belanghebbende een eventuele verandering van standplaats aanvaarden.

Elke inbreuk op dit artikel kan worden bestraft met een gemeentelijke administratieve sanctie zoals voorzien

in de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

**Artikel 27** : Drankverkoop.

Dranken moeten opgediend worden in statiegeldglazen of – bekers.

**Artikel 28** : Beschadiging van de rijweg en verhoogde bermen.

1. De exposanten mogen de wegverharding of verhoogde bermen niet beschadigen, onder meer door

piketten, nagels, krammen of andere soortgelijke voorwerpen in de grond te slaan of om het even welke grondmarkering aan te brengen.

2. Het materiaal dat door de ambulante en gelegenheidshandelaars wordt gebruikt, moet alle waarborgen

betreffende stevigheid bieden om bestand te zijn tegen slechte weersomstandigheden, de drukte van de menigte en andere incidenten die inherent zijn aan de openbare markten.

3. Het is verboden dat de handelaars schade toebrengen aan de bloemenperken, aan de grasvelden en aan de voet van de bomen door er in het bijzonder materiaal te deponeren en/of er - zelfs tijdelijk - te parkeren:

voertuigen en/of aanhangwagens.

**Artikel 29** : Netheid en reiniging.

Het is strikt verboden voor de handelaars om goederen, kisten, lege kratten neer te zetten langs de aanpalende gebouwen van de markt.

De installaties bestemd voor de verkoop van producten die ter plaatse moeten worden genuttigd, moeten over

een vuilnisbak voor afval, papier en verpakkingen waarvan de consument zich wil ontdoen.

De standplaatsen

en de onmiddellijke omgeving ervan moeten volledig proper blijven. Alle afval, blikjes, karton, etensresten,

papier en andere verpakkingen die rondslingeren op de grond van de standplaats of de onmiddellijke

omgeving ervan, moeten door de handelaar worden opgeruimd en verwijderd voordat hij zijn standplaats

verlaat. Het is strikt verboden etensresten of vloeistoffen als vet, olie, afvalwater enz. achter te laten aan de

voet van bomen, op de voetpaden, de openbare weg, in de zinkputten, en hagen.

Bij niet-naleving van een van de verplichtingen zoals beschreven in de voorgaande alinea's,

en meer bepaald  
wanneer een ambulante of gelegenheidshandelaar zijn standplaats of de onmiddellijke omgeving ervan  
bevuilt of bedekt met om het even welk afval achterlaat, worden de kosten om de standplaats te laten  
reinigen aan de in gebreke blijvende handelaar aangerekend, en dat onverminderd de toepassing van alle  
andere vastgelegde bepalingen in dit reglement of in een andere norm.

**Artikel 30** : Hygiëne.

Het is verboden om op de een of andere manier afbreuk te doen aan de hygiëne en gezondheid van de  
vervoerde voedingswaren die worden uitgestald voor verkoop, te koop worden aangeboden of worden  
verkocht. Alle nodige maatregelen moeten worden genomen om verontreiniging te voorkomen en de  
bewaring ervan te garanderen. De handelaars leven de geldende hygiënenormen na en nemen voor zichzelf  
strikt de netheidregels in acht. Ze waken er met name over om de bepalingen na te leven vermeld in het  
Reglement (CE) nr. 852/2004 van 29 april 2004 van het Parlement en van de Raad van 29 april 2004  
betreffende levensmiddelenhygiëne en in het bijzonder bijlage II hoofdstuk VIII « Hygiëne van het personeel  
» alsook het K.B. van 13 juli 2014 betreffende de levensmiddelenhygiëne.

**Artikel 31**: Eerlijkheid van verkoop.

Het is verboden om onderaan de zakken, kisten, manden enz. goederen van mindere kwaliteit te plaatsen en  
ze te bedekken met goederen van betere kwaliteit, zodat alleen die laatste zichtbaar zijn voor het publiek, dit  
met de bedoeling om de kopers te misleiden. Het is verboden om rotte, vervalste, ongezonde of vervallen  
voedingswaren te verkopen of te koop aan te bieden. Alle koopwaar moet geprijsd zijn, ofwel per stuk, ofwel  
per gewicht, ofwel per afmeting, met vermelding van de meeteenheid die als referentie geldt. Binnen de  
beperkingen van normaal toelaatbare en diverse reclame volgens de aard van de te koop aangeboden  
producten mogen de handelaars en hun aangestelden niet op een buitensporige manier de aandacht trekken  
van het publiek. Daarbij is elk gebruik van een microfoon of geluidsinstallatie verboden, tenzij voor de  
demonstrateurs.

**Artikel 32** : Verkoop van dieren

Overeenkomstig de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn van de  
dieren is de tentoonstelling, de levering, het te koop aanbieden van levende dieren op de markt  
verboden. De ambulante verkoop van andere levende dieren is onderworpen aan de

goedkeuring

van de Minister die de dierenbescherming in zijn bevoegdheden heeft, overeenkomstig het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren.

**Artikel 33** : Openbare orde op de markt

1. Het is verboden de handelsvrijheid te belemmeren en de openbare orde of de goede zeden op

welke manier dan ook te verstoren, met inbegrip van de verkoop van producten van pornografische, racistische of xenofobische aard.

2. Iedere vorm van aanklappen is eveneens verboden.

Handelaars mogen niet in een staat van dronkenschap verkeren, noch onder invloed zijn van verdovende middelen.

**Artikel 34**: Doorgangen voor voertuigen van de hulpdiensten.

Wanneer het College het plan van de markten vaststelt, moet het voorzien in doorgangen voor

voertuigen van de hulpdiensten. Die doorgangen moeten altijd worden vrijgehouden. Bij een

interventie van de nooddiensten moeten de ambulante handelaars alle nodige maatregelen nemen

om hen onmiddellijk doorgang te verlenen; ze kunnen geen aanspraak maken op enige schadevergoeding. Ze moeten zo zijn opgesteld dat de rijweg minimaal een vrije doorgang heeft van

4 meter. In geen geval mogen ambulante handelaars noch hun klanten de lanen van de markt

belasten en met mee reden de doorgang van personen met beperkte mobiliteit bemoeilijken. Het

gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node wijst alle aansprakelijkheid af bij niet-naleving van die normen.

**Artikel 35** : Installaties

Elke abonneementhouder moet vooraf de uitdrukkelijke toestemming van het College vragen voor de

installatie van een winkelvrachtwagen in plaats van een marktkraam. Met winkelvrachtwagen wordt

bedoeld: het voertuig dat rechtstreeks voor de verkoop dient en daarvoor speciaal is ingericht. Dit

voertuig moet binnen de standplaats blijven die aan de handelaar is toegekend en de aangewezen

lijn voor de installaties bestemd voor verkoop volgen. De handelaar mag alleen transparante zeilen

gebruiken om de naburige standplaatsen niet te verbergen. Het College zal de situatie soeverein

beoordelen, rekening houdend met de eventuele gevolgen op de andere handelszaken, de vlotte

doorgang, de openbare veiligheid en de indeling van de markt.

Elke voetgangerszone moet een vrije doorgang bieden van minimum een aaneenliggende

breedte

van 1m50 en een minimale hoogte van 2m20.

Elke ambulante handelaar (vaste- of gelegenheidshandelaar) moet ervoor zorgen dat zijn installatie

rustig wordt opgebouwd en dat deze geen geluidshinder voortbrengt. Tevens mag het gebruik van

zijn standplaats de anderen geen schade kan berokkenen en geen gevaar zijn voor de veiligheid,

gezondheid of openbare rust.

De handelaars, die een elektrisch snoer over de grond gebruiken, zullen zorgen voor een veilige

doorgang van de voetgangers en mindervaliden.

De nadarafsluitingen, die dienen om de markt af te bakenen en te beveiligen, mogen onder geen

enkel voorwendsel gebruikt of ontleend worden door de handelaars, zonder toelating.

Artikel 36 : Kookapparatuur en elektrische installaties.

1. Kookapparatuur :

De kookapparaten en de afvoerleidingen die ermee in verbinding staan, moeten zo zijn geplaatst dat

ze volkomen veilig zijn. Ze moeten op een sokkel of oppervlak in onbrandbaar en slecht warmtegeleidend materiaal worden geplaatst, op een gemakkelijk toegankelijke en goed verluchte

plaats; ze staan zo ver mogelijk van de uitgangen. Gastoestellen moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en de ermee verbonden besluiten. Het gebruik van kooktoestellen is alleen toegestaan in installaties die speciaal daartoe werden uitgerust. Die installaties worden gecontroleerd door een geaccrediteerde instelling voor de norm NBN D51.006

volgens de voorgeschreven periodiciteit. Het certificaat moet ter beschikking worden gehouden bij

controle. Een polyvalent blustoestel met halve bluseenheid in overeenstemming met de normen van

de reeks NBNEN-3 wordt geplaatst in elk marktkraam dat gebruikmaakt van kooktoestellen zoals

frietketels, spitten, apparaten voor hotdogs, beignets, olieballen enz. Het wordt zo geplaatst dat het in

alle omstandigheden toegankelijk is. Het wordt jaarlijks gecontroleerd door een bevoegde persoon

van een gekwalificeerd bedrijf voor het onderhoud van draagbare blusapparaten (NBN S21050).

2. Elektrische installaties :

Alle door de handelaar gebruikte elektrische installaties zullen conform zijn met de relevante

wetgeving en reglementen. De handelaar zal in geval van controle het inspectieverslag betreffende

de wettelijke en verplichte inspectie van zijn toestellen ter beschikking houden. Alle toestellen voor

drijfkracht en energiebronnen, zowel enkel draagbaar als vaste in een daarvoor aangepast voertuig,

moeten voldoen aan de daarvoor wettelijk vastgestelde en in gebruik zijnde normen, opdat hun

werking geen belemmering geven aan personen en opdat hun aanwezigheid geen

aanleiding kan vormen tot brand. Bovendien moeten zo beveiligd zijn ten einde elk ongeval te vermijden. De aansluiting- en verbruikskosten voor elektriciteit vallen ten laste van de ambulante handelaars in overeenstemming met het desbetreffende retributiereglement.

**Artikel 37** : Aansprakelijkheid - Verzekeringen.

1. De ambulante handelaar is volledig aansprakelijk voor ongevallen waarvan hijzelf, zijn aangestelden, zijn personeel en derden op de markt het slachtoffer worden door toedoen van: 1. de inname van de markt door alle koopwaar, elke installatie, elk voertuig, alle materiaal dat aan hem toebehoort of waarover hij beschikt, 2. de exploitatie van de markt ;

2. De ambulante handelaar neemt de volledige verantwoordelijkheid voor het gebruik dat wordt gemaakt van de markt. De ambulante handelaar is aansprakelijk tegenover het gemeentebestuur voor de schade die wordt veroorzaakt door een fout of nalatigheid van hemzelf of zijn personeel, aan de wegen, verhoogde bermen, voetpaden, bomen, banken, fonteinen of openbare voorzieningen die zich op de standplaats of in de onmiddellijke omgeving van de markt bevinden. De daders van elke beschadiging van welke aard ook kunnen wettelijk worden vervolgd. De toestemming om koopwaar of om het even welke voorwerpen neer te zetten op en tijdens het houden van de gemeentelijke markten houdt niet in dat ze worden bewaakt en bewaard. De betaling van de standplaatsvergoeding wil niet zeggen dat het gemeentebestuur daar speciaal toezicht op houdt. De ambulante handelaars moeten de nodige verzekeringspolissen nemen als dekking voor alle risico's die voortvloeien uit de inname van de standplaats op de markt, en het gebruik dat ervan wordt gemaakt. De polis moet een clausule bevatten waarin de contracterende maatschappij erkent te hebben kennisgenomen van dit reglement en zich ertoe verbindt alle eruit voortvloeiende risico's en verplichtingen te waarborgen. De maatschappij verbindt zich ertoe het gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node in te lichten over elke wijziging, opschorting, opzegging van de polis en er gebruik van te maken 30 dagen na de kennisgeving per aangetekende brief aan het gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node. De houder van de standplaats moet het gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node een eensluidend verklaard afschrift van de polis bezorgen vóór de inname van de standplaats; de ambtenaar van het gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node kan op elk moment vragen om daarvan een kopie voor te leggen.

**Artikel 38** : Gemeentepersoneel op de markten.

Voor de toepassing van dit reglement moeten de houders van een standplaats zich schikken naar de instructies van de personen of ambtenaren die het College heeft aangesteld.

**Artikel 39** – Bevoegdheid van de marktmeester.

De marktmeester heeft de bevoegdheid om de documenten die de toelating en de identiteit

aantonen van de personen die een ambulante activiteit uitoefenen.

Hij heeft tevens de meest uitgebreide bevoegdheden om de openbare markt te organiseren in uitvoering van dit reglement of van de beraadslagingen van het College.

**Artikel 40** - Plaatsrecht

Het recht om een standplaats op een markt te bezetten is onderworpen aan een bijzonder belastingreglement.

De bezetters van een dergelijke standplaats zijn verplicht om belasting te betalen overeenkomstig dit

reglement. De potentiële ambulante handelaar(s) die door het College zijn aangewezen om de plaatsing van

hun collega's op de markt te waarborgen, zal/zullen genieten van de vrijstelling van plaatsrecht.

**Artikel 41** : Sancties

Onverminderd de toepassing van sancties voorzien door andere wetten, decreten, verordeningen of

reglementen, zal elke inbreuk op dit reglement het College van Burgemeesters en Schepenen toelaten om de

toegang tot een standplaats voor een periode van 1 tot 3 maanden te schorsen. Deze maatregel zal enkel

worden toegepast wanneer een aangetekende ingebrekestelling zonder gevolg is gebleven.

In geval van

herhaling kan het College van Burgemeester en Schepenen de definitieve verwijdering van de ambulante

handelaar beslissen.

Indien een ambulante handelaar geweld pleegt tegen een derde, zal het College van Burgemeester en

Schepenen de ambulante handelaar per aangetekende brief uitnodigen om zich te melden op zijn volgende

vergadering. Na hem tijdens deze vergadering te hebben gehoord, zal het College de vrijheid hebben om

deze handelaar onmiddellijk en definitief uit te sluiten van alle markten en standplaatsen op het Tennoodse

openbare domein. Dit besluit zal per aangetekende brief worden bekendgemaakt. In afwachting van deze

beslissing van het College kan de handelaar die een gewelddadige handeling heeft gepleegd, tijdelijk worden

verbannen van markten en standplaatsen op het Tennoodse openbare domein. In geval van opschorting of

uitsluiting blijven de door de ambulante handelaar betaalde sommen eigendom van het Gemeentebestuur en kan er geen enkele schadevergoeding worden geëist.

**Artikel 42** : Inwerkingtreding van dit reglement.

Dit reglement wordt verzonden naar de Minister van Middenstand binnen de maand die volgt op de

goedkeuring ervan en treedt in werking op de vijfde dag die volgt op de bekendmaking.

Beraadslaagd in openbare zitting te Sint-Joost-Ten-Node, op (datum)

Door de Raad :

*4 annexes / 4 bijlagen*

*D.C règlement 2008 fr-ndls.pdf, 2019-12-20 Courrier à Madame la Ministre-avis regl.marché stjosse..pdf, 2020-01-08 Réponse de Madame la Minsitre.pdf, règlement marché actuel.pdf*

---

12.02.2020/A/0004

### **Lutte contre le décrochage scolaire; convention entre la commune et perspective.brussels.**

Le Conseil,

Compte tenu de l'arrête du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale qui a octroyé en date du 05/12/2019 une subvention de 247.547,35 € à la commune de Saint-Josse-ten-Noode pour lutter contre le décrochage scolaire, subvention antérieurement reprise dans le Plan local de prévention et de proximité ;

Considérant qu'à partir du 01/01/2020, sur base de l'arrêté du 05/12/2019, l'administration référente pour la gestion du financement régional pour la lutte contre le décrochage scolaire sera perspective.brussels et non plus Bruxelles Prévention Sécurité ;

Considérant la nécessité, sur base de l'arrêté du 05/12/2019, d'établir une convention avec cette nouvelle administration référente pour la gestion de ce financement concernant la lutte contre le décrochage scolaire,

Décide :

D'approuver la convention entre la commune et perspective.brussels, fixant le cadre d'octroi et d'utilisation de la subvention de 247.547,35 € pour l'année 2020.

---

### **Strijd tegen schoolverzuim; Overeenkomst tussen de gemeente en perspective.brussels.**

De Raad,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waarbij op 05/12/2019 een subsidie van 247.547,35 € werd toegekend aan de gemeente Sint-Joost-ten-Node om schooluitval tegen te gaan, een subsidie die vroeger deel uitmaakte van het Plaatselijk preventie- en buurtplan ;

Overwegende dat vanaf 01/01/2020, op basis van het besluit van 05/12/2019, de referentie-administratie voor het beheer van de gewestelijke financiering voor de strijd tegen schooluitval perspective.brussels zal zijn en niet langer Brussel Preventie & Veiligheid ;

Overwegende de noodzaak, op basis van het besluit van 05/12/2019, om een overeenkomst op te stellen met deze nieuwe referentie-administratie voor het beheer van deze financiering met betrekking tot schooluitval;

Beslist :

Om de overeenkomst goed te keuren tussen de gemeente en perspective.brussels, tot vaststelling van het kader voor de toekenning en het gebruik van de subsidie van 247.547,35 € voor het jaar 2020.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*4818\_19122017500\_OUT\_StJosse (1).pdf, AR\_20191205\_Prevention-StJosse (1).pdf,*

*Convention perspective brussels.pdf*

---

12.02.2020/A/0005 **Bien immeuble sis rue du Méridien, 29 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ; décision d'aliénation définitive.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 135 ;

Vu la Circulaire relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles du 22 décembre 2015 ;

Vu le Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux du 9 octobre 2019 ;

Considérant que la Commune est propriétaire du bien sis rue du Méridien, 29 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que ce bien est une Maison de maître, construite vers 1907, à usage de bureaux avec trois niveaux hors sol, un niveau en infrastructure, une entrée cochère, un jardin et un bâtiment annexe en fond de parcelle pour une surface totale de 1.528 m<sup>2</sup> dont 1.150 m<sup>2</sup> de surface potentiellement valorisable ;

Considérant que ce bien est cadastré à Saint-Josse-ten-Noode, 1<sup>ère</sup> Division, Section A, n° 432z3 ;

Considérant la situation financière de la commune, dont sa difficulté à faire face aux dépenses de fonctionnement et d'entretien du patrimoine locatif ;

Considérant la nécessité pour la commune de mettre en place un programme de rationalisation du patrimoine précité ;

Considérant que l'immeuble est dans un état de vétusté avancé et que les coûts d'une rénovation sont importants ;

Considérant que la Commune souhaite vendre ce bien ;

Considérant la demande d'estimation de la commune adressée au Comité d'acquisition de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 30 mars 2016 ;

Considérant la réponse du Comité d'acquisition précité en date du 12 avril 2016 par laquelle il nous informe qu'il n'est pas en mesure de traiter notre demande d'estimation du bien avant février 2021 ;

Considérant qu'à défaut de rapport d'estimation établi par le Comité d'acquisition précité, il peut être fait appel à un géomètre-expert ;

Considérant le rapport d'évaluation du géomètre-expert assermenté Denis PIERLOT du 28 juillet 2016, lequel estime la valeur vénale du bien dont question en vente libre à 805.000 euros ;

Considérant qu'une estimation n'est valable qu'une année ;

Que ce rapport d'évaluation a été actualisé en date du 3 octobre 2017 par le géomètre-



expert précité et évalue la valeur vénale du bien concerné en vente libre à 735.000 euros ;  
Considérant que ce rapport d'évaluation a, une nouvelle fois, été actualisée par le géomètre-expert précité en date du 27 juin 2019, lequel évalue la valeur vénale de ce bien en vente libre à 775.000 euros ;  
Considérant que la commune peut fixer un prix de vente supérieur au prix estimé ;  
Considérant qu'il est loisible pour la commune de fixer le prix de vente à 805.000 euros ;  
Considérant que ce prix de vente serait financièrement intéressant pour la commune dans la mesure où celui-ci est supérieur au prix d'estimation et, a fortiori, au prix du marché ;  
Considérant que le bien doit faire l'objet de mesures de publicité dans un délai de 30 jours, lequel est déterminé par le Conseil ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

- De prendre pour décision définitive d'aliéner le bien immeuble sis rue du Méridien, 29 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, cadastré à Saint-Josse-ten-Noode, 1<sup>ère</sup> Division, Section A, n° 432z3, pour un prix établi à 805.000 euros, sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle afférente à la présente décision ;
- De fixer le délai de 30 jours suivant lequel le bien doit être soumis aux mesures de publicité reprises à l'article 5 du Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux du 9 octobre 2019 à partir du 13 février 2020;
- D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire communal, à réaliser les actes généralement quelconques afférents à la présente aliénation dont, et de manière non exhaustive, la signature de l'éventuel compromis de vente et l'acte de vente à intervenir.

---

**Onroerend goed gelegen Middaglijnstraat 29 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ; beslissing tot definitieve vervreemding.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135 ;  
Gelet op de omzendbrief betreffende de aankoop of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen van 22 december 2015; ;  
Gelet op het Reglement van onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen van 9 oktober 2019 ;  
Overwegende dat de Gemeente eigenaar is van het goed gelegen Middaglijnstraat 29 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;  
Overwegende dat dit goed een herenhuis is, gebouwd rond 1907, dat wordt gebruikt als kantoren met drie verdiepingen boven de grond, een infrastructuurniveau, een koetsingang, een tuin en een bijgebouw achteraan het perceel voor een totale oppervlakte van 1.528 m<sup>2</sup>, waarvan 1.150 m<sup>2</sup> potentieel herwaardeerbare oppervlakte;  
Overwegende dat dit goed gekadastréerd is te Sint-Joost-ten-Node, 1<sup>ste</sup> Afdeling, Sectie A, nr. 432z3 ;  
Overwegende de financiële situatie van de gemeente, waaronder haar moeilijkheid om de werkings- en onderhoudsuitgaven van het huurpatrimonium het hoofd te bieden;  
Overwegende de noodzaak voor de gemeente om een programma tot stand te brengen voor de rationalisering van het voornoemde patrimonium;  
Overwegende dat het gebouw in een gevorderde staat van veroudering verkeert en dat de

kosten voor een renovatie aanzienlijk zijn;  
Overwegende dat de Gemeente dit goed wenst te verkopen;  
Overwegende het verzoek om een schatting van de gemeente dat op 30 maart 2016 werd verzonden naar het Aankoopcomité van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;  
Overwegende het antwoord van het bovenvermelde Aankoopcomité van 12 april 2016 waarin ons wordt geïnformeerd dat het niet in de mogelijkheid is om ons verzoek om een schatting van het goed vóór februari 2021 te behandelen;  
Overwegende dat bij gebreke van een schattingsverslag opgesteld door het bovengenoemde Aankoopcomité, een beroep kan worden gedaan op een meetkundig schatter ;  
Overwegende het evaluatierapport van de erkende meetkundig schatter Denis PIERLOT van 28 juli 2016, waarin de handelswaarde van het betreffende onroerend goed in vrije verkoop wordt geschat op 805.000 euro;  
Overwegende dat een schatting slechts één jaar geldig is;  
Dat dit evaluatierapport op 3 oktober 2017 door de bovengenoemde meetkundig schatter werd geactualiseerd en de handelswaarde van het betreffende goed voor vrije verkoop evalueert op 735.000 euro;  
Overwegende dat dit evaluatierapport op 27 juni 2019 opnieuw werd geactualiseerd door de bovengenoemde meetkundig schatter, die de handelswaarde van het betreffende goed in vrije verkoop raamt op 775.000 euro;  
Overwegende dat de gemeente een verkoopprijs kan vaststellen die hoger ligt dan de geschatte prijs ;  
Overwegende dat het de gemeente toegestaan is om de verkoopprijs vast te stellen op 805.000 euro;  
Overwegende dat deze verkoopprijs financieel interessant zou zijn voor de gemeente aangezien deze hoger ligt dan de geschatte prijs en, a fortiori, de marktprijs;  
Overwegende dat het goed het voorwerp dient uit te maken van regelen van openbaarmaking binnen een door de Raad vastgestelde termijn van 30 dagen;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Beslist :

- Om een definitieve beslissing te nemen tot vervreemding van het onroerend goed gelegen Middaglijn 29 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, gekadastreerd te Sint-Joost-ten-Node, 1ste afdeling, Sectie A, nr. 432z3, voor een prijs vastgesteld op 805.000 euro, onder voorbehoud van de beslissing van de toezichthoudende overheid met betrekking tot dit besluit;
- Om de termijn van 30 dagen vast te stellen vanaf 13 februari 2020 waarin het goed dient te worden onderworpen aan de regelen van openbaarmaking vermeld in artikel 5 van het Reglement voor de onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen van 9 oktober 2019.
- Om het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaris, toe te staan om de handelingen van allerlei aard met betrekking tot deze aankoop te realiseren waaronder, niet exhaustief, de ondertekening van de eventuele voorlopige koopakte en de latere verkoopakte.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Rapport d'estimation 28 07 16.pdf, Rapport d'estimation 27 06 19.pdf, Demande d'estimation CAIR 30 03 16.pdf, Rapport d'estimation 03 10 17.pdf*

## **droit de préemption et décision d'acquisition définitive.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juillet 2019 relatif à l'établissement d'un périmètre de préemption « Brabant - Nord – Saint-Lazare » sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

Vu les articles 258 à 274 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire du 9 avril 2004 relatifs au droit de préemption ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 septembre 2003 relatif au droit de préemption ;

Vu la circulaire relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles du 22 décembre 2015;

Vu l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 octobre 2016 relative à la revitalisation urbaine et ses arrêtés d'exécution ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 2017 approuvant le programme du contrat de rénovation urbaine numéro 2 « Brabant – Nord – Saint-Lazare » sur la commune de Saint-Josse-ten-Noode et son budget global destiné à la mise en œuvre de ce programme ;

Vu le courrier de Bruxelles Urbanisme et patrimoine daté du 15 janvier 2020 ;

Considérant que celui-ci informe la Commune que l'immeuble, sis rue Linné 71, faisant partie du périmètre de préemption établi par l'Arrêté du 4 juillet 2019 précité, fait l'objet d'une opération d'acquisition ;

Considérant que l'immeuble dont question est une maison d'habitation ;

Que le bien est cadastré sous la 1<sup>ère</sup> division 21014, section A, identifiant parcellaire 0084CP0000 pour une superficie d'un are (1a) ;

Que le compromis de vente a été signé pour la somme de 330.000,00€ (trois cent trente mille euros) en date du 4 décembre 2019 ;

Considérant qu'en matière de droit de préemption, la circulaire précitée prévoit que l'estimation du bien n'est pas obligatoire ;

Considérant toutefois que la Commune a demandé la réalisation d'une estimation au bureau Delvoye ;

Que ce dernier estime au 5 mars 2019, la valeur vénale de l'immeuble en vente libre à 300.000,00 € (trois cent mille euros) ;

Considérant dès lors que le prix de vente conclu entre les parties signataires du compromis est conforme à l'estimation précitée et ne dépasse pas de plus de dix pourcent (10%) l'estimation précitée;

Considérant en tout état de cause que lorsque la Commune exerce son droit de préemption, elle se trouve dans l'impossibilité de négocier, étant entendu que le compromis signé entre les parties est intégralement applicable à la Commune ;

Considérant dès lors que le prix de vente est raisonnable et conforme au prix du marché ;

Considérant que l'acquisition pour cause d'utilité publique d'un tel bâtiment serait intéressante pour la Commune de Saint-Josse-ten-Noode dans le cadre de la revitalisation du Quartier du Nord, permettant ainsi à l'autorité publique d'augmenter son offre de logements de qualité dans ce quartier, identifié comme précarisé ;

Considérant les avis favorables des services de la Rénovation Urbaine et du patrimoine Locatif ;

Considérant que si la commune décide d'exercer son droit de préemption sur un bien, elle est exemptée de soumettre le bien à une estimation de sa valeur ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu pour le Conseil communal de se prononcer sur l'exercice

du droit de préemption et l'acquisition définitive du bien précité ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

- D'exercer son droit de préemption sur le bâtiment sis rue Linné, 71, à 1210 Saint-Josse-ten-Noode;
- De prendre la décision définitive d'acquérir pour cause d'utilité publique le bien immeuble sis rue Linné 71, à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, cadastré section A, identifiant parcellaire 0084CP0000 pour une superficie d'un are (1a) pour un prix établi à 330.000,00 EUROS sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle y afférente;
- D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire communal, à réaliser les actes généralement quelconques afférents à la présente acquisition dont, et de manière non exhaustive, la désignation du notaire et la signature de l'acte de vente à intervenir;
- De couvrir la dépense par la formule de l'emprunt;
- D'imputer la dépense, sous réserve de la mise à disposition du budget, à l'article 0000/712/60 du budget extraordinaire 2020.

---

**Aankoop van het gebouw gelegen Linnéstraat 71 te 1210 Sint-Joost-ten-Node;  
uitoefening van het voorkeopsrecht en beslissing tot definitieve aankoop.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 juli 2019 betreffende de vaststelling van een voorkeopsperimeter « Brabant - Noord – Sint-Lazarus » op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node ;

Gelet op artikelen 258 tot 274 van het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening van 9 april 2004 betreffende het voorkeopsrecht ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 september 2003 houdende het voorkeopsrecht ;

Gelet op de omzendbrief betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen van 22 december 2015;

Gelet op de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en de uitvoeringsbesluiten ervan ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 2017 tot goedkeuring van het programma van het stadsvernieuwingscontract nummer 2 « Brabant

Noord Sint Lazarus » op de gemeente Sint-Joost-ten-Node en zijn totale budget voor de uitvoering van dit programma ;

Gelet op de brief van Brussel Stedenbouw en erfgoed gedateerd op 15 januari 2020 ;

Overwegende dat deze de Gemeente informeert dat het gebouw, gelegen Linnéstraat 71, dat deel uitmaakt van de voorkeeperimeter vastgesteld door het voornoemde Besluit van 4 juli 2019, het voorwerp uitmaakt van een aankoopoperatie ;

Overwegende dat het gebouw waarvan sprake een woonhuis is ;

Dat het goed gekadastreerd is onder de 1<sup>ste</sup> afdeling 21014, sectie A, perceelsidentificatie 0084CP0000 voor een oppervlakte van één are (1a) ;

Dat de voorlopige koopakte werd ondertekend voor de som van 330.000,00€ (driehonderd dertig duizend euro) op 4 december 2019 ;

Overwegende dat inzake het voorkeprecht de voornoemde omzendbrief voorziet dat de raming van het goed niet verplicht is ;

Overwegende echter dat de Gemeente de uitvoering van een raming heeft gevraagd aan het bureau Delvoye ;

Dat dit laatste op 5 maart 2019 de venale waarde van het gebouw in vrije verkoop op 300.000,00 € raamt (driehonderd duizend euro) ;

Overwegende bijgevolg dat de verkoopprijs overeengekomen tussen de ondertekenende partijen van de voorlopige koopakte overeenstemt met de voornoemde raming en deze met niet meer dan tien procent (10%) overschrijdt;

Overwegende in ieder geval dat de Gemeente, wanneer zij haar voorkeprecht uitoefent, zich in de onmogelijkheid bevindt om te onderhandelen, met dien verstande dat de tussen de partijen ondertekende voorlopige koopakte integraal van toepassing is op de Gemeente ;

Overwegende bijgevolg dat de verkoopprijs redelijk is en conform met de prijs van de opdracht ;

Overwegende dat de aankoop voor openbaar nut van een dergelijk gebouw interessant zou zijn voor de Gemeente Sint-Joost-ten-Node in het kader van de heropleving van de Noordwijk, en dat dit de overheid zou toelaten om haar aanbod te verhogen van kwalitatieve woningen in deze wijk, die als kwetsbaar wordt beschouwd ;

Overwegende de gunstige adviezen van de diensten voor Stadsvernieuwing en Huurpatrimonium ;

Overwegende dat indien de gemeente besluit haar voorkeprecht op een onroerend goed uit te oefenen, zij vrijgesteld is van de verplichting om het goed aan een schatting van de waarde ervan te onderwerpen;

Overwegende dat de Gemeenteraad bijgevolg dient te beslissen over de uitoefening van het voorkeprecht en de definitieve aankoop van voornoemd goed;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

- Om haar voorkeprecht uit te oefenen op het gebouw gelegen Linnéstraat 71 te 1210 Sint-Joost-ten-Node;
- Om de definitieve beslissing te nemen om voor openbaar nut het onroerend goed aan te kopen gelegen Linnéstraat 71 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, gekadastreerd sectie A, perceelsidentificatie 0084CP0000 voor een oppervlakte van één are (1a) voor een prijs vastgesteld op 330.000,00 EURO onder voorbehoud van de beslissing van de betrokken toezichthoudende overheid;

- Om het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaris, toe te staan om de handelingen van allerlei aard met betrekking tot deze aankoop te realiseren waaronder, niet-exhaustief, de eventuele voorlopige koopakte en de latere verkoopakte;
- Om de uitgave te dekken door de formule van een lening;
- Om de uitgave, onder voorbehoud van de terbeschikkingstelling van het budget, in te schrijven op artikel 0000/712/60 van de buitengewone begroting 2020.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Estimation - EXPE GENE - Bureau Delvoeye - Linné 71 - 1210.pdf, Droit de préemption courrier Bruxelles Urbanisme.pdf*

---

12.02.2020/A/0007 **Acquisition de l'immeuble sis Place Saint-Lazare 1 (app. 8) à 1210 Saint-Josse-ten-Noode; exercice du droit de préemption et décision d'acquisition définitive.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juillet 2019 relatif à l'établissement d'un périmètre de préemption « Brabant - Nord – Saint-Lazare » sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

Vu les articles 258 à 274 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire du 9 avril 2004 relatifs au droit de préemption ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 septembre 2003 relatif au droit de préemption ;

Vu la circulaire relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles du 22 décembre 2015;

Vu l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 octobre 2016 relative à la revitalisation urbaine et ses arrêtés d'exécution ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 2017 approuvant le programme du contrat de rénovation urbaine numéro 2 « Brabant – Nord – Saint-Lazare » sur la commune de Saint-Josse-ten-Noode et son budget global destiné à la mise en œuvre de ce programme ;

Vu le courrier de Bruxelles Urbanisme et patrimoine daté du 3 janvier 2020 ;

Considérant que celui-ci informe la Commune que l'immeuble, sis Place Saint-Lazare 1, app. n° 8, faisant partie du périmètre de préemption établi par l'Arrêté du 4 juillet 2019 précité, fait l'objet d'une opération d'acquisition ;

Considérant que l'immeuble dont question est un appartement ;

Que le bien est cadastré sous la 1<sup>ère</sup> division 21014, section A, identifiant parcellaire 0109B27P0005 ;

Que la convention d'options croisées d'achat et de vente a été signée pour la somme de 50.000,00€ (cinquante mille euros) en date du 2 octobre 2019 ;

Que le candidat-acquéreur a le droit d'acquérir ladite propriété pourvu qu'il lève, au plus tard le 28 février 2020 à minuit, l'option d'achat qui lui a été concédée ;  
Considérant toutefois que la Commune, par le biais de l'exercice de son droit de préemption, décide d'acquérir ledit bien ;  
Considérant que l'acquisition pour cause d'utilité publique d'un tel bâtiment serait intéressante pour la Commune de Saint-Josse-ten-Noode dans le cadre de la revitalisation du Quartier du Nord, permettant ainsi à l'autorité publique d'augmenter son offre de logements de qualité dans ce quartier, identifié comme précarisé ;  
Considérant que si la commune décide d'exercer son droit de préemption sur un bien, elle est exemptée de soumettre le bien à une estimation de sa valeur ;  
Considérant qu'il y a dès lors lieu pour le Conseil communal de se prononcer sur l'exercice du droit de préemption et l'acquisition définitive du bien précité ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

- D'exercer son droit de préemption sur le bâtiment sis Place Saint-Lazare 1 (app. 8) à 1210 Saint-Josse-ten-Noode;
- De prendre la décision définitive d'acquérir pour cause d'utilité publique le bien immeuble sis Place Saint-Lazare 1 (app. 8) à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, cadastré section A, identifiant parcellaire 0109B27P0005 pour un prix établi à 50.000,00 EUROS sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle y afférente;
- D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire communal, à réaliser les actes généralement quelconques afférents à la présente acquisition dont, et de manière non exhaustive, la désignation du notaire et la signature de l'acte de vente à intervenir;
- De couvrir la dépense par la formule de l'emprunt;
- D'imputer la dépense, sous réserve de la mise à disposition du budget, à l'article 0000/712/60 du budget extraordinaire 2020.

---

**Aankoop van het gebouw gelegen Sint-Lazarusplein 1 (app. 8) te 1210 Sint-Joost-ten-Node; uitoefening van het voorkeurecht en beslissing tot definitieve aankoop.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 juli 2019 betreffende de vaststelling van een voorkeuperimeter « Brabant - Noord – Sint-Lazarus » op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node ;

Gelet op artikelen 258 tot 274 van het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening van 9 april 2004 betreffende het voorkeuperrecht ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 september 2003 houdende het voorkeuperrecht ;

Gelet op de omzendbrief betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen van 22 december 2015;

Gelet op de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en de uitvoeringsbesluiten ervan ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 2017 tot goedkeuring van het programma van het stadsvernieuwingscontract nummer 2 « Brabant Noord Sint Lazarus » op de gemeente Sint-Joost-ten-Node en zijn totale budget voor de uitvoering van dit programma ;

Gelet op de brief van Brussel Stedenbouw en erfgoed gedateerd op 3 januari 2020 ;

Overwegende dat deze de Gemeente informeert dat het gebouw, gelegen Sint-Lazarusplein 1 app. Nr. 8, dat deel uitmaakt van de voorkeuperimeter vastgesteld door het voornoemde Besluit van 4 juli 2019, het voorwerp uitmaakt van een aankoopoperatie ;

Overwegende dat het gebouw waarvan sprake een appartement is ;

Dat het goed gekadastreerd is onder de 1ste afdeling 21014, sectie A, perceelsidentificatie 0084CP0000 ;

Dat de overeenkomst van wederzijdse koop-en verkoopopties werd ondertekend voor de som van 50.000,00€ (vijftigduizend euro) op 2 oktober 2019 ;

Dat de kandidaat-koper het recht heeft om het genoemde eigendom te verwerven op voorwaarde dat hij uiterlijk op 28 februari 2020 om middernacht de aan hem toegekende koopoptie uitoefent;

Overwegende dat de gemeente echter, door de uitoefening van haar voorkeuperrecht, beslist om de genoemde eigendom te verwerven;

Overwegende dat de aankoop voor openbaar nut van een dergelijk gebouw interessant zou zijn voor de Gemeente Sint-Joost-ten-Node in het kader van de heropleving van de Noordwijk, en dat dit de overheid zou toelaten om haar aanbod te verhogen van kwalitatieve woningen in deze wijk, die als kwetsbaar wordt beschouwd ;

Overwegende dat indien de gemeente besluit haar voorkeuperrecht op een onroerend goed uit te oefenen, zij vrijgesteld is van de verplichting om het goed aan een schatting van de waarde ervan te onderwerpen;

Overwegende dat de Gemeenteraad bijgevolg dient te beslissen over de uitoefening van het voorkeuperrecht en de definitieve aankoop van voornoemd goed;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

- Om haar voorkeuperrecht uit te oefenen op het gebouw gelegen Sint-Lazarusplein 1 (app. 8) te 1210 Sint-Joost-ten-Node;
- Om de definitieve beslissing te nemen om voor openbaar nut het onroerend goed



aan te kopen gelegen Sint-Lazarusplein 1 (app. 8) te 1210 Sint-Joost-ten-Node, gekadastraerd sectie A, perceelsidentificatie 0084CP0000 voor een prijs vastgesteld op 50.000,00 EURO onder voorbehoud van de beslissing van de betrokken toezichthoudende overheid;

- Om het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaris, toe te staan om de handelingen van allerlei aard met betrekking tot deze aankoop te realiseren waaronder, niet-exhaustief, de eventuele voorlopige koopakte en de latere verkoopakte;
- Om de uitgave te dekken door de formule van een lening;
- Om de uitgave, onder voorbehoud van de terbeschikkingstelling van het budget, in te schrijven op artikel 0000/712/60 van de buitengewone begroting 2020.

*1 annexe / 1 bijlage  
courrier Bruxelles urbanisme.pdf*

---

12.02.2020/A/0008 **« Guichet Primes » ; modification du règlement communal « Primes pour la rénovation du logement situé sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Node».**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117 ;

Vu le Règlement communal approuvé par le Conseil communal en sa séance du 27 avril 2015 et à sa modification du 04 septembre 2017, portant « Primes pour la rénovation du logement situées sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Node » ;

Vu le Plan Climat 2019-2024, dans son volet eau, adopté par le Conseil communal en sa séance du 11 décembre 2019, annonçant la volonté de créer de nouvelles citernes d'eau de pluie ou de réhabiliter les citernes existantes, afin de diminuer la consommation d'eau potable des ménages tennodois ;

Considérant qu'afin d'aider davantage les ménages tennodois à réduire leurs factures énergétiques et ainsi l'impact sur l'environnement, il est important de promouvoir les travaux économiseurs d'énergie, comme l'isolation des murs ;

Considérant que le Règlement communal « Primes pour la rénovation du logement situé sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-Ten-Node » figure parmi les moyens susceptibles de répondre à ces enjeux ;

Considérant que ce règlement pourrait être modifié en créant deux nouveaux « Chèques Rénovation Urbaine » :

- • l'un pour les travaux de création / réhabilitation des citernes d'eau ;
- • l'autre pour les travaux d'isolation des murs ;

Considérant que privilégier les bas revenus, permet de répondre à l'enjeu global du Plan Climat qui est de lier l'urgence sociale à l'urgence climatique ;  
Considérant la volonté d'alléger le texte du Règlement précédent ;

Décide :

- • d'approuver la modification du règlement communal « Primes pour la rénovation du logement situé sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode » annexée à la présente décision ;
- • de transmettre cette délibération à l'autorité de Tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

---

**« Premieloket » ; wijziging van het gemeentelijk reglement « Premies voor de renovatie van woningen gelegen op het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node».**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Gelet op het Gemeentelijk reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 27 april 2015 en zijn wijziging van 04 september 2017, met betrekking tot « Premies voor de renovatie van woningen gelegen op het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node »;

Gelet op het Klimaatplan 2019-2024, in het hoofdstuk water, goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 11 december 2019, waarin de wens wordt geuit om nieuwe regenwaterputten te creëren of de bestaande putten te renoveren, teneinde het drinkwaterverbruik van de huishoudens in Sint-Joost-ten-Node te verminderen;

Overwegende dat, om de Tennoodse huishoudens verder te helpen hun energierekening en daarmee de impact op het milieu te verminderen, het belangrijk is om energiebesparende werkzaamheden te bevorderen, zoals de isolatie van muren;

Overwegende dat het Gemeentelijke reglement « Premies voor de renovatie van woningen op het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-Ten-Node » een van de middelen is om deze uitdagingen het hoofd te kunnen bieden;

Overwegende dat dit reglement zou kunnen worden gewijzigd door twee nieuwe « Cheques voor Stadsvernieuwing » te creëren :

- • de ene voor inrichtings- / renovatiewerken van regenwaterputten ;
- • de andere voor isolatiewerken van muren ;

Overwegende dat voorrang geven aan lage inkomens mogelijk maakt om te beantwoorden aan de globale doelstelling van het Klimaatplan, namelijk het verbinden van de sociale nood aan de klimaatnoodtoestand;

Overwegende de wens om de tekst van het vorige reglement te verlichten;

Beslist :

- • om de wijziging goed te keuren van het gemeentelijk reglement « Premies voor de renovatie van woningen gelegen op het grondgebied van de

Gemeente Sint-Joost-ten-Node » bijgevoegd bij deze beslissing ;

- o • om deze beraadslaging door te zenden naar de Toezichthoudende overheid met het oog op het algemeen toezicht.

*5 annexes / 5 bijlagen*

*Primes Règlement avec corrections visibles.pdf, Rapport modif. règl.pdf, Primes Règlement sans corrections visibles.pdf, Synrhèse Chèques R Urbaine.pdf, Primes Règlement Nl.pdf*

---

12.02.2020/A/0009

**Travaux de rénovation et construction sur la parcelle sise 118, rue de la Limite, de locaux pour gardiens de parc, équipement HoReCa, 2 logements et aménagement d'un second accès pour le jardin des Familles; approbation des conditions et du mode de passation; procédure ouverte; estimation de 2.150.391,22 € TVAC.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 22 décembre 2015 relative à l'attribution du marché de conception pour la "Rénovation et construction sur la parcelle sise 118, rue de la Limite, de locaux pour gardiens de parc, équipement, 2 logements et aménagement d'un second accès pour le parc Potagère."; pour ce marché à FP Architectes sc sprl, rue Defacqz 78/5 à 1060 Saint-Gilles ;

Considérant que l'équipement concerne un équipement HoReCa;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 20 décembre 2016 approuvant l'avant-projet de ce marché, dont le montant estimé s'élève à 1.500.000,00 € TVAC ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2017 octroyant une subvention à la Commune de Saint-Josse pour la rénovation de l'immeuble sis rue de la Limite 118 dans le cadre de la « Politique de la Ville par l'aménagement du territoire »;

Vu l'approbation du dossier de demande de Permis d'urbanisme par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 20 juin 2017 ;

Vu le permis d'urbanisme délivré le 3 avril 2018 ;

Vu la délibération du Conseil Communale du 25 juin 2018 approuvant les conditions et

mode passation pour le marché de travaux de rénovation et construction sur la parcelle sise 118, rue de la Limite, de locaux pour gardiens de parc, équipement, 2 logements et aménagement d'un second accès pour le parc Potagère ;

Vu l'arrêté de suspension du 13 aout 2018 arrêtant l'exécution de la délibération du Conseil Communal du 25 juin 2018 ;

Vu la délibération du Conseil Communale du 13 mars 2019, prenant acte de l'arrêté de suspension du 13 aout 2018 et approuvant les conditions et mode passation pour le marché de travaux de rénovation et construction sur la parcelle sise 118, rue de la Limite, de locaux pour gardiens de parc, équipement, 2 logements et aménagement d'un second accès pour le parc Potagère ;

Considérant que le marché était divisé en 2 lots :

\* Lot 1 (Travaux de rénovation et construction sur la parcelle sise 118, rue de la Limite, de locaux pour gardiens de parc, équipement, 2 logements et aménagement d'un second accès pour le parc Potagère.),

\* Lot 2 (Cuisine du restaurant au rez-de-chaussée du 118 rue de la Limite) ;

Considérant qu'une seule offre a été réceptionnée pour le lot 1 ;

Considérant qu'à l'ouverture des offres, celle-ci présentait un dépassement de 46% par rapport à l'estimation et qu'après analyse du bureau d'études, celle-ci présentait toujours un dépassement de 23%.

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 17 décembre 2019 d'arrêter la procédure de passation du lot 1 (Travaux de rénovation et construction sur la parcelle sise 118, rue de la Limite, de locaux pour gardiens de parc, équipement, 2 logements et aménagement d'un second accès pour le parc Potagère), de ne pas l'attribuer, d'éventuellement le relancer ultérieurement ainsi que de n'attribuer le lot 2 (Cuisine du restaurant au rez-de-chaussée du 118 rue de la Limite) qu'au moment où le lot 1 sera attribué, de demander aux soumissionnaires une prolongation du délai de validité de leur offre. Considérant le cahier des charges N° 2020/3838 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, FP Architectes sc sprl, rue Defacqz 78/5 à 1060 Saint-Gilles ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.150.391,22 € (21% TVA comprise);

Considérant que le nom usuelle du parc Potagère est désormais jardin des Familles;

Considérant que 747.212,53 € sont subsidiés par la Politique de la Ville par l'aménagement du territoire -Axe 1 : Aménagement du Territoire ;

Considérant que le solde restant sera financé par emprunt ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget, le crédit permettant cette dépense est inscrit aux articles 9220/723-60, 5200/723-60, 3000/723-60 et 7660/721-60 du budget extraordinaire 2020 ;

Décide :

- d'approuver le cahier des charges N° 2020/3838 et le montant estimé du marché "Travaux de rénovation et construction sur la parcelle sise 118, rue de la Limite, de locaux pour gardiens de parc, équipement, 2 logements et aménagement d'un second accès pour le jardin des Familles", établis par l'auteur de projet, FP Architectes sc sprl, rue Defacqz 78/5 à 1060 Saint-Gilles. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.150.391,22 € (21% TVA comprise);
- de passer le marché par la procédure ouverte;
- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national;
- de transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de

l'exercice de la tutelle générale;

- de financer cette dépense par le crédit inscrit aux articles 9220/723-60, 5200/723-60, 3000/723-60 et 7660/721-60 du budget extraordinaire 2020, sous réserve d'approbation du budget.

---

**Renovatie- en bouwwerken, op het perceel gelegen Grensstraat 118, van lokalen voor parkwachters, Horecazaak, 2 woningen en inrichting van een tweede toegang voor de Familietuin; Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze; openbare procedure; raming van 2.150.391,22 € btw inbegrepen.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zijn wijzigingen;

Gelet op het Regeringsbesluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en zijn wijzigingen;

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2015 betreffende de gunning van de ontwerpoperdacht voor de “Renovatie- en bouwwerken, op het perceel gelegen Grensstraat 118, van lokalen voor parkwachters, restaurantzaak, 2 woningen en inrichting van een tweede toegang voor de Familietuin”;

Overwegende dat de uitrusting een HoReCa-voorziening betreft;

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 december 2016 betreffende de goedkeuring van het voorontwerp voor deze opdracht tegen een geraamd bedrag van 1.500.000,00 € incl. btw;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2017 tot toekenning van een subsidie aan de Gemeente Sint-Joost voor de renovatie van het gebouw gelegen Grensstraat 118 in het kader van het « Stadsbeleid via ruimtelijke ordening »;

Gelet op de goedkeuring van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 juni 2017 tot goedkeuring van het aanvraagdossier van stedenbouwkundige vergunning;

Gelet op het feit dat de stedenbouwkundige vergunning werd afgeleverd op 3 april 2018;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2018 tot goedkeuring van de voorwaarden en gunningswijze voor de opdracht van renovatie- en bouwwerken op het perceel gelegen Grensstraat 118, van lokalen voor parkwachters, restaurantzaak, 2 woningen en inrichting van een tweede toegang voor het Warmoespark;

Gelet op het schorsingsbesluit van 13 augustus 2018 tot goedkeuring van de uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2018;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 13 maart 2019, tot aktenaam van het schorsingsbesluit van 13 augustus 2018 en tot goedkeuring van de voorwaarden en

gunningswijze voor de opdracht van renovatie- en bouwwerken op het perceel gelegen Grensstraat 118, van lokalen voor parkwachters, restaurantzaak, 2 woningen en inrichting van een tweede toegang voor het Warmoespark;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

\* Perceel 1 (Renovatie- en bouwwerken, op het perceel gelegen Grensstraat 118, van lokalen voor parkwachters, restaurantzaak, 2 woningen en inrichting van een tweede toegang voor het Warmoespark);

\* Perceel 2 (Keuken van het restaurant op het gelijkvloers van de Grensstraat 118);

Overwegend dat slechts één offerte werd ontvangen voor perceel 1;

Overwegend dat bij de opening van de offertes, deze een overschrijding van 46% in vergelijking met de raming vertoonde en dat deze na analyse door het ontwerpbureau de raming nog steeds met 23% overschrijdt;

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2019 om de procedure voor het gunnen van perceel 1 te stoppen (Renovatie- en bouwwerken, op het perceel gelegen Grensstraat 118, van lokalen voor parkwachters, restaurantzaak, 2 woningen en inrichting van een tweede toegang voor het Warmoespark), om de opdracht niet toe te wijzen, mogelijk later opnieuw te starten en om perceel 2 toe te wijzen (Keuken van het restaurant op het gelijkvloers van de Grensstraat 118), op het moment dat perceel 1 wordt gegund, de inschrijvers om verlenging van de geldigheidsduur van hun aanbieding vragen;

Overwegende dat in het kader van deze opdracht een bestek met nr. 2020/3838 werd opgesteld door de ontwerper, FP Architectes sc sprl, rue Defacqz 78/5 te 1060 Saint-Gillis;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 2.150.391,22 € (21% BTW inclusief);

Overwegende dat de gebruikelijke naam van het Warmoespark voortaan Familituin heet;

Overwegende dat 747.212,53 € wordt gesubsidieerd door het Stadsbeleid via ruimtelijke ordening -Pijler 1 : Ruimtelijke Ordening ;

Overwegende dat het resterende saldo zal worden gefinancierd door een lening;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt wordt ingeschreven op artikelen 9220/723-60, 5200/723-60, 3000/723-60 en 7660/721-60 van de buitengewone begroting 2020;

Beslist :

- goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2020/3838 en de raming voor de opdracht “ Renovatie- en bouwwerken, op het perceel gelegen Grensstraat 118, van lokalen voor parkwachters, restaurantzaak, 2 woningen en inrichting van een tweede toegang voor de Familietuin ”, opgesteld door de ontwerper, FP Architectes sc sprl, rue Defacqz 78/5 te 1060 Saint-Gillis. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 2.150.391,22 € (21% BTW inclusief);

- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure;

- de aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau;

- deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken;

- deze uitgave te financieren door het krediet ingeschreven op artikelen 9220/723-60, 5200/723-60, 3000/723-60 en 7660/721-60 van de buitengewone begroting 2020, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting.

*23 annexes / 23 bijlagen*

2018-06-25 LIM118 DC Approbation - Conditions FR.pdf, 2964 Rue de la limite 2018 06 02 arrière.pdf, 204 EXE 02 20122019.pdf, 2020-01-29 Aankondiging van een opdracht.pdf, 204 BB 20012020.pdf, 2964 Rue de la limite 2018 06 01 avant.pdf, 204 CSC 20012020.pdf, 2020-02-03 Avis de marché.pdf, 2016-12-20 LIM118 DC aprob de l'Avant Projet.pdf, 2019-12-17 DC Non Attribution .pdf, 2017-06-20 DC demande PU.pdf, 204 - BBS stabiliteit.pdf, 2020\_02\_03\_Bestek - Model 3P 2.doc.pdf, 204 - CDC stabilité.pdf, 204 EXE 03 20122019.pdf, 204 EXE 01 20122019.pdf, 2015-12-22 118LIM DC DESIGNATION FP architectes NL.pdf, 2018-06-25 LIM118 DC Approbation - Conditions NL.pdf, 2020\_02\_03\_CSCH - Modele 3P.pdf, 2015-12-22 118LIM DC DESIGNATION FP architectes.pdf, 2019-03-13 DC Approbation des conditions et mode de passation FR.pdf, 2020-02-03 Rapport .pdf, 2019-03-13 DC Approbation des conditions et mode de passation NL.pdf

---

12.02.2020/A/0010 **Travaux de rénovation de 3 logements à caractère social dans l'immeuble sis 77, rue de la commune; Approbation des conditions et du mode de passation; Procédure ouverte; estimation de 705.778,06 € TVAC.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;  
Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;  
Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;  
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;  
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;  
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;  
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;  
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;  
Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;  
Vu l'acquisition de l'immeuble sis rue de la Commune 77 en juin 2011 dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « Liedekerke »;  
Considérant que l'engagement du marché d'études n'a pas pu se faire dans les délais imposés par le Contrat de Quartier Durable "Liedekerke";  
Vu la décision du Collège du 5 mai 2017 d'introduire le dossier de candidature à la « Politique de la Ville - Axe 1 : Aménagement du territoire » et l'approbation de l'estimation des travaux à 785.000,00€ TVAC;  
Vu qu'en date du 04 août 2017, la Région a octroyé par Arrêté du Gouvernement une subvention de 551.727,35 euros (TVAC) pour la rénovation du bâtiment sis, 77 rue de la Commune;  
Vu la décision du Collège du 28 août 2018 d'approuver les conditions, le mode de passation et les firmes à consulter pour la mission complète d'auteur de projet relative à la création de 3 logements dans un bâtiment existant, sis 77 rue de la Commune;

Vu la décision du Collège du 11 décembre 2018 d'attribuer le marché de la mission complète d'auteur de projet relative à la création de 3 logements dans un bâtiment existant, sis, 77 rue de la Commune à AAC ARCHITECTURE SA, rue Lambert Crickx 30 à 1070 Bruxelles ;

Considérant le cahier des charges N° 2017/3255;

Vu la décision du Collège du 7 mai 2019 d'approuver l'esquisse et l'avant-projet et charger le bureau d'études de préparer le dossier du permis d'urbanisme;

Vu la décision du Collège du 2 juillet 2019 d'approuver le dossier du Permis d'Urbanisme;

Considérant que la demande du PU a été déposée à la Région le 12 juillet 2019;

Considérant que la Commission de Concertation a émis un avis favorable le 17 janvier 2020;

Considérant le cahier des charges N° 2019/3791 relatif au marché "Travaux de rénovation de 3 logements à caractère social dans l'immeuble sis 77, rue de la commune" établi par le Service Rénovation Urbaine;

Considérant les cahiers spéciaux des charges techniques et le dossier d'exécution complet (y compris le plan de sécurité santé) établis par le bureau d'études en tenant compte de l'avis de la Commission de Concertation du 17 janvier 2020;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 705.778,06 € (6% TVA comprise);

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au 9220/723-60 du budget extraordinaire 2020 sous réserve de l'approbation du budget par l'autorité de la Tutelle;

Décide

- d'approuver le cahier spécial des charges administratif N°2019/3791, les documents y afférents (CSCH, PSS, etc...) et le montant estimé du marché « Travaux de rénovation de 3 logements à caractère social dans l'immeuble sis 77, rue de la Commune », établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 665.828,36€ HTVA soit 705.778,06 € (6% de TVA comprise);

- de passer le marché par la procédure ouverte;

- de compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national;

- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 9220/723-60 du budget extraordinaire 2020 sous réserve de l'approbation du budget par l'autorité de la Tutelle;

- de transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

---

**Renovatiewerken van 3 sociale woningen in het gebouw gelegen Gemeentestraat 77; Goedkeuring van de voorwaarden en de gunningswijze; Open procedure; raming van 705.778,06 € BTW incl.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen



en diensten en concessies, en latere wijzigingen;  
Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;  
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;  
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;  
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en latere wijzigingen;  
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, en latere wijzigingen ;  
Gelet op de aankoop van het gebouw gelegen Gemeentestraat 77 in juni 2011 in het kader van het Duurzame Wijkcontract « Liedekerke » ;  
Overwegende dat de vastlegging van de studieopdracht niet kon worden uitgevoerd binnen de termijnen opgelegd door het Duurzame Wijkcontract “Liedekerke” ;  
Gelet op de beslissing van het College van 5 mei 2017 om het kandidaatsdossier in te dienen voor het « Stadsbeleid - Pijler 1 :Ruimtelijke ordening » en de goedkeuring van de raming van de werken op 785.000,00€ BTW incl;  
Gelet op het feit dat het Gewest op 04 augustus 2017 per Regeringsbesluit een subsidie van 551.727,35 euro (BTW incl.) heeft toegekend voor de renovatie van het gebouw gelegen Gemeentestraat 77;  
Gelet op de beslissing van het College van 28 augustus 2018 om de voorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma’s goed te keuren voor de volledige ontwerpbeurt betreffende de oprichting van 3 woningen in een bestaand gebouw, gelegen Gemeentestraat 77;  
Gelet op de beslissing van het College van 11 december 2018 om de opdracht van volledige ontwerpbeurt betreffende de oprichting van 3 woningen in een bestaand gebouw gelegen Gemeentestraat 77 te gunnen aan AAC ARCHITECTURE SA, Lambert Crickxstraat 30 te 1070 Brussel;  
Overwegende het bestek Nr. 2017/3255;  
Gelet op de beslissing van het College van 7 mei 2019 om de schets en het voorontwerp goed te keuren en het studiebureau te belasten met de voorbereiding van het stedenbouwkundige vergunningsdossier;  
Gelet op de beslissing van het College van 7 juli 2019 om het Stedenbouwkundige vergunningsdossier goed te keuren;  
Overwegende dat de aanvraag tot SV bij het Gewest werd ingediend op 12 juli 2019;  
Overwegende dat de Overlegcommissie een gunstig advies heeft uitgebracht op 17 januari 2020;  
Overwegende het bestek Nr. 2019/3791 betreffende de opdracht “Renovatiewerken van 3 sociale woningen in het gebouw gelegen Gemeentestraat 77, opgesteld door de Dienst voor Stadsvernieuwing;  
Overwegende de technische bijzondere bestekken en het volledige uitvoeringsdossier (met inbegrip van het veiligheids- en gezondheidsplan) opgesteld door het studiebureau rekening houdende met het advies van de Overlegcommissie van 17 januari 2020;  
Overwegende dat de raming van deze opdracht 705.778,06 € (6% BTW inclusief) bedraagt;  
Overwegende dat wordt voorgesteld om de opdracht te gunnen door de open procedure ;  
Overwegende dat het krediet dat deze uitgave toelaat, wordt ingeschreven op 9220/723-60 van de buitengewone begroting 2020 onder voorbehoud van goedkeuring van het budget door de Toezichthoudende overheid;

Beslist:

- om haar goedkeuring te hechten aan het administratief bijzonder bestek Nr. 2019/3791, de bijhorende documenten (BB, VGP enz...) en het geraamde bedrag van de opdracht « Renovatiewerken van 3 sociale woningen in het gebouw gelegen Gemeentestraat 77 », opgesteld door de projectontwerper. De voorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en door de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 665.828,36€ excl. BTW hetzij 705.778,06 € (6% BTW inbegrepen);
- om de opdracht te gunnen door de open procedure;
- om de aankondiging van opdracht te vervolledigen, goed te keuren en te verzenden op nationaal niveau;
- om deze uitgave te financieren door het krediet ingeschreven op artikel 9220/723-60 van de buitengewone begroting 2020 onder voorbehoud van goedkeuring van het budget door Toezichthoudende overheid;
- om deze beraadslaging in twee exemplaren over te zenden naar de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

89 annexes / 89 bijlagen

ADJ.3.2b Détails 1.1 - toiture verte - Groendak.pdf, 2020-01-28 Cahier des Charges administratif.pdf, ADJ 1.03a FACADES, COUPE SE - GEVELS, SNEDE BT.pdf, ASB022\_EXE\_TZ\_CSC\_TN\_001\_A\_NL.pdf, 2020-01-28 CSC FR.pdf, ADJ 4.08b SP Plans, rez et 1e - GT plan kelder, glvrs en 1e.pdf, CO77\_03 ELEC\_IndB\_20191004\_NDLS.pdf, 2020-01-28 Rapport Approbation des conditions et mode de passation.pdf, ADJ.3.4b Détails 2.1 - toiture verte - Groendak.pdf, CO77\_00\_Tech bepalingen\_IndB\_20191004 (7).pdf, RUE DE LA COMMUNE ADJ AR csc FR 191004.pdf, ADJ 4.01a SE Plan localisation - BT locatieplan.pdf, CO77\_03 ELEC\_IndB\_20191004\_FR.pdf, CO77\_metre\_01 HVAC\_IndB\_20191004\_VIERGE.pdf, ASB022\_EXE\_TZ\_PLA\_R+2\_004\_A.pdf, CO77\_plans\_02 SANI\_05-B\_20191004.pdf, ADJ 4.02a SE Plan Implantation - BT inplantingsplan.pdf, ASB022\_EXE\_TZ\_PLA\_FON\_008\_A.pdf, CO77\_Plans\_03 ELEC\_06-B\_20191004.pdf, RUE DE LA COMMUNE ADJ AR estimatif raming 200129 (1).pdf, CO77\_plans\_02 SANI\_02-B\_20191004.pdf, ADJ 4.04a SE Plan 2e, 3e - BT plan 2e, 3e.pdf, CO77\_Plans\_03 ELEC\_05-B\_20191004.pdf, CO77\_Plans\_03 ELEC\_04-B\_20191004.pdf, ADJ 1.04a IMPLANTATION SP - INPLANTING GT.pdf, ASB022\_EXE\_TZ\_PLA\_REZ\_002\_A.pdf, CO77\_plans\_01 HVAC\_02-B\_20191004.pdf, ADJ.3.8b Détails 2.4 - Terrasse - Terras.pdf, RUE DE LA COMMUNE ADJ PGSS NL 191004.pdf, 2019-05-07 DC Approbation de l'esquisse et de l'avant-projet.pdf, ADJ 4.09a SP Plan 2e, 3e et toit - GT plan 2e, 3e en dak.pdf, ADJ 4.12b SP Coupe BB et CC - GT Snede BB en CC.pdf, 2019-07-02 DC du permis d'urbanisme.pdf, ASB022\_EXE\_TZ\_PLA\_TN\_007\_A.pdf, 2018-12-11 DC attribution .pdf, CO77\_02 SANI\_IndB\_20191004\_NDLS.pdf, ADJ 5.2a Compartimentage 2e, 3e et toit FR\_NL.pdf, ADJ 1.06a FACADES SP - GEVELS GT.pdf, CO77\_Plans\_03 ELEC\_03-B\_20191004.pdf, CO77\_plans\_01 HVAC\_03-B\_20191004.pdf, ADJ 5.1b Compartimentage ss, rez et 1e FR\_NL.pdf, ADJ.3.6b Détails 2.3 - facade avant - voorgevel.pdf, CO77\_plans\_01 HVAC\_07-B\_20191004.pdf, CO77\_plans\_01 HVAC\_01-B\_20191004.pdf, ADJ 4.05a SE Façades - BT Gevels.pdf, ADJ 1.05b PLANS SP - PLANNEN GT.pdf, RUE DE LA COMMUNE ADJ AR métré récapitulatif\_samenvattendemeetstaat 191004.pdf, ADJ.3.5b Détails 2.2 - composition plancher - vloeropbouw.pdf, ADJ 4.10a SP Façades - GT Gevels.pdf, CO77\_Plans\_03 ELEC\_02-B\_20191004.pdf, CO77\_plans\_02 SANI\_01-B\_20191004.pdf, RUE DE LA COMMUNE ADJ AR csc NL 191004.pdf, ADJ.2.1b FINITIONS SOLS FR\_NL.pdf, ASB022\_EXE\_TZ\_PLA\_R+1\_003\_A.pdf, CO77\_plans\_01 HVAC\_04-B\_20191004.pdf, CO77\_02 SANI\_IndB\_20191004\_FR.pdf, RUE DE LA

COMMUNE ADJ PGSS FR 191001.pdf, CO77\_metre\_02  
SANI\_indB\_20191004\_VIERGE.pdf, ADJ 1.02a PLANS SE - PLANNEN BT.pdf, ADJ.2.2b  
FINITIONS PLAFONDS FR\_NL.pdf, CO77\_plans\_02 SANI\_04-B\_20191004.pdf,  
CO77\_metre\_03 ELEC\_IndB\_20191004\_VIERGE.pdf, CO77\_plans\_02 SANI\_06-  
B\_20191004.pdf, ASB022\_EXE\_BOQ\_STAB\_Rev02.pdf, CO77\_plans\_01 HVAC\_05-  
B\_20191004.pdf, CO77\_01 HVAC\_IndB\_20191004\_NDLS.pdf, ADJ.1.8b  
COMPARTIMENTAGE - INDELING.pdf, ADJ.3.7b Détails 3.2 - toiture en pente -  
hellenddak.pdf, ADJ 4.06a SE coupe - BT Snede.pdf, CO77\_plans\_02 SANI\_03-  
B\_20191004.pdf, ADJ 1.07b COUPE SP - SNEDE GT.pdf,  
ASB022\_EXE\_TZ\_PLA\_R+3\_005\_A.pdf, ADJ.3.1b Détails 0.1- dalle de sol - vloer.pdf,  
2020-01-28 CSC NL.pdf, ADJ 4.07a SP Plan implantation - GT inplantingsplan.pdf, ADJ  
4.03a SE Plan ss, rez et 1e - BT plan kelder, glvrs en 1e.pdf,  
ASB022\_EXE\_TZ\_PLA\_TOI\_006\_A.pdf, 2018-08-28 DC mode de passation et des firmes  
à consulter.pdf, CO77\_Plans\_03 ELEC\_01-B\_20191004.pdf, CO77\_01  
HVAC\_IndB\_20191004\_FR.pdf, ADJ 4.11b SP Coupe AA - GT Snede AA.pdf, 2017-05-05  
DC 77COM dossier de cand. en subs. PDV.pdf,  
ASB022\_EXE\_TZ\_CSC\_TN\_001\_A\_FR.pdf, CO77\_00 clauses techniques  
générales\_IndB\_20191004\_FR.pdf, RUE DE LA COMMUNE ADJ AR métré détaille \_  
gedetailleerde meetstaat 191004.pdf, ADJ 1.01a IMPLANTATION SE -  
INPLANTINGSPLAN BT.pdf, ASB022\_EXE\_TZ\_PLA\_FON\_001\_A.pdf, ADJ.3.3b Détails  
1.2 - Composition mur - muuropbouw.pdf, CO77\_plans\_01 HVAC\_06-B\_20191004.pdf

---

12.02.2020/A/0011 **Convention entre la commune et la zone de police dans le cadre du subsidie EX-CSS.**

Le Conseil,

Vu la convention, approuvée par le Conseil le 11/09/2019, entre la commune et le SPF Intérieur octroyant un montant de 194.476,05 € à la commune dans le cadre de la politique locale de prévention et de sécurité, pour l'année 2019 ;

Vu que cette allocation est octroyée à la Commune qui la rétrocède à la Zone de police pour l'assistance policière aux victimes et le travail de quartier ,

Décide :

D'approuver la convention entre la Commune et la Zone de police - entrant en vigueur le 01/01/2019 et se terminant le 31/12/2019 - portant sur un montant de 194.476,05 €, et concernant l'assistance policière aux victimes et le travail de quartier.

---

**Overeenkomst tussen de gemeente en de politiezone binnen het kader van de voormalige veiligheids-en samenlevingcontract.**

De Raad,

Gezien de overeenkomst, goedgekeurd door de Raad van het 11/09/2019, tussen de gemeente en de Binnenlandse Zaken, waarbij een subsidie van 194.476,05 € toegekend wordt voor het lokale preventie-en veiligheidsbeleid ;

Gezien deze toelage aan de gemeente wordt uitbetaald, die ze aanwendt aan de politiezone voor een politionele slachtofferhulp en buurtwerk,

Beslist :

De overeenkomst tussen de gemeente et de politiezone - die treedt in werking op 1 januari 2019 en eindigt op 31 december 2019 - met betrekking op een subsidie van 194.476,05 € voor een politionel slachtofferhulp en buurtwerk goed te keuren.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Convention entre la commune et SPF intérieur.pdf, Convention Commune-Zone de Police NL.pdf, Convention Commune - Zone de Police.pdf*

---

12.02.2020/A/0012 **Convention entre le Centre Hospitalier Universitaire Saint-Pierre et la commune concernant l'utilisation de la morgue; exercice 2020.**

Le Conseil,

Vu sa délibération du 4 septembre 2017 par laquelle il adopte la convention entre le Centre Hospitalier Universitaire Saint-Pierre et la Commune concernant l'utilisation de la morgue afin d'accueillir les dépouilles mortelles ;

Attendu qu'il y a lieu de renouveler cette convention;

Vu le projet de convention 2020 à un prix forfaitaire (factures de 2019 majorées de la TVA à 21%) ;

Décide :

d'approuver la convention pour l'année 2020 entre le CHU Saint-Pierre sis rue Haute, 322 à 1000 Bruxelles et la Commune de Saint-Josse-ten Noode concernant l'utilisation de la morgue afin d'accueillir les dépouilles mortelles.

---

**Overeenkomst tussen het Universitair Medisch Centrum Sint-Pieter en de gemeente betreffende het gebruik van het lijkenhuis; dienstjaar 2020.**

De Gemeenteraad,

Gelet de beraadslaging van 4 september 2017 waarbij de Gemeenteraad beslist heeft de Conventie tussen de Universiteit Medisch Centrum Sint-Pieter en de Gemeente betreffende het gebruik van het lijkenhuis voor het diensjaar 2019 goed te keuren ;

Overwegende dat voorgenoemde conventie dient hernieuwd te worden ;

Gelet het voorstel van de overeenkomst voor 2020 voor een forfaitaire bedrag (facturen van het jaar 2019 verhoogd met het BTW van 21%) ;

Beslist :

De overeenkomst voor het jaar 2020 tussen het Universiteit Medisch Centrum Sint-Pieter, gelegen te Hoogstraat, 322 te 1000 Brussel en de Gemeente voor het gebruik van het lijkenhuis teneinde stoffelijke resten te ontvangen, goed te keuren.

*1 annexe / 1 bijlage*

*MORGUE CONVENTION 2020.pdf*

---

12.02.2020/A/0013 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1<sup>o</sup>a de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions en annexe.

---

**Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.**

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1<sup>o</sup>a van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de in bijlage gevoegde beslissingen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*INFO CONSEIL - COLLEGE 21.01.2020.pdf*

---

12.02.2020/A/0014 **Décision relative à l'article 249 de la Nouvelle loi communale; prise de connaissance et admission de la dépense.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et services en vertu de circonstances impérieuses et imprévues.

Le Conseil prend connaissance de la décision ci-après et décide d'approuver cette dépense :

#014/04.02.2020/B/0052#

Académie de Musique; réparation de la chaudière; application de l'article 249 de la Nouvelle Loi  
Communale

---

**Beslissing in toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet; kennisname en goedkeuring van de uitgave.**

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten gegund voor werken, leveringen en diensten omwille van dringende en onvoorziene omstandigheden.

De Gemeenteraad neemt kennis van de hieronder beslissing en keurt de uitgave ervan goed :

#014/04.02.2020/B/0052#

Muziekacademie; Herstelling van de verwarmingsketel; toepassing van artikel 249 van de Nieuwe gemeentewet.

*1 annexe / 1 bijlage*

*014 04.02.2020 B 0052.pdf*

---

12.02.2020/A/0015 **Signature d'un contrat de bail commercial pour le bien sis rue de la Rivière, 36 e/c.**

Le Conseil,

Vu l'acquisition par l'administration communale d'un bien sis rue de la Rivière, 36 e/c comprenant un rez-de-chaussée commercial (débit de boisson) et d'un appartement 2 chambres à l'étage;

Considérant la signature d'un bail commercial le 23 janvier 2013 entre la société SA BRUSSELS GAMING (bailleur) et la sprlu ILTA représentée par Madame TASHEVA Ilyana (preneuse) dont le siège se situe rue de la Rivière, 36 e/c;

Considérant que le bail prenait court le 1er janvier 2013 pour se terminer le 31 octobre 2021;

Considérant que Madame TASHEVA désire signer un contrat de bail commercial directement avec les autorités communales;

Considérant l'avenant au contrat de bail du 26 décembre 2019 stipulant la résiliation d'un commun accord du bail commercial entre SA BRUSSELS GAMING (bailleur) et la sprlu ILTA;

Considérant que Madame TASHEVA est parfaitement informée sur les conditions demandées par l'administration communale, notamment la fermeture du débit de boisson au plus tard à 22 heures, l'interdiction d'installer des machines à sous (bingo, etc.) et l'interdiction d'y vendre des cigarettes et autres produits tabagiques;

Décide :

- de signer un contrat de bail commercial pour le bien sis rue de la Rivière, 36 e/c avec la S.P.R.L. ILTA dont le siège social est établi rue de la Rivière, 36 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, moyennant le paiement par anticipation d'un loyer mensuel de 1500,00€ à partir du 1er janvier 2020 et qui se termine de plein droit le 31 octobre 2021;
- de soumettre le loyer précité à l'indexation, conformément à la loi relative aux contrats de louage de biens immeubles;
- d'exiger le dépôt d'une garantie locative équivalente à 2 ou 3 mois de loyers soit 3.000,00 € ou 4.500,00 € selon la forme choisie;
- de faire enregistrer le bail.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Avenant bail.pdf, bail - Attestation elec - pompier.pdf, Statut ILTA.pdf, Note - Rivière 36.odt*

---

12.02.2020/A/0016 **Participation du FC Saint-Josse à un tournoi de football à Eskisehir (Turquie); demande d'un subside.**

Le Conseil,

- Vu le jumelage conclu entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et la Ville d'Eskisehir (protocole d'accord conclu le 23 septembre 2013);
- Vu le souhait de la Municipalité d'Eskisehir de renforcer les relations de jumelage avec la commune de Saint-Josse;
- Vu que la Municipalité d'Eskisehir prévoit d'organiser un tournoi de football dans les catégories U14 et U16 les 13 et 14 avril 2020;
- Vu que la Municipalité d'Eskisehir prendra en charge tous les frais d'hébergement et de nourriture des sportifs du club du FC Saint-Josse durant leur séjour à Eskisehir;
- Vu le souhait de la municipalité d'Eskisehir d'accueillir des jeunes de Saint-Josse à cet événement afin de créer des nouveaux liens et promouvoir davantage d'initiatives dans les domaines du sport et de la jeunesse;
- Vu que le FC Saint-Josse est le seul club communal disposant d'équipes de jeunes évoluant en championnat;
- Vu que les équipes du FC Saint-Josse sont composées de jeunes de Saint-Josse;
- Vu la proposition de la Commune au club du FC Saint-Josse de participer à ce projet;
- Vu l'avis favorable du FC Saint-Josse à la proposition communale ;Vu que le séjour sera aussi l'occasion de faire découvrir aux jeunes tennodois d'autres horizons ;
- Considérant que ce voyage est aussi l'occasion de faire découvrir la ville d'Istanbul aux jeunes et qu'il leur donne la possibilité de rencontrer d'autres cultures du 15 au 19 avril 2020 (voir annexe) ;
- Vu que la délégation sportive sera composée de 32 joueurs et de 10 encadrants;
- Vu que 15 parents participeront au voyage à leurs propre frais;
- Vu que le FC Saint-Josse se charge de la gestion administrative du voyage et des assurances;
- Vu que le coût total pour ce projet s'élève à 30.752,- euros;
- Vu que les frais du voyage s'élèvent à 615,04€ par participant;
- Vu que le vol aller/retour Charleroi-Eskisehir, le transfert des enfants et des accompagnants, l'hébergement en pension complète et les visites, sont compris dans le prix;
- Vu la proposition du Collège d'intervenir dans les frais à concurrence de 250,- euros par participant soit un total de 10.500,- euros;
- Vu qu'un déplacement est à effectuer du stade G. Petre à l'aéroport de Charleroi le 12 avril 2020;
- Vu qu'il faut prévoir un transport de l'aéroport de Charleroi vers le stade G. Petre le 19 avril 2020;
- Vu que le Département Sports émet un avis favorable quant à l'opportunité d'offrir à des jeunes tennodois de participer à cet événement exceptionnel; que le Département des Sports dispose des crédits suffisants;

Décide:

- D'accepter l'invitation de la municipalité d'Eskisehir à participer au tournoi de football du 13 et 14 avril 2020.
- De soutenir financièrement le FC Saint-Josse en vue de sa participation au tournoi de football organisé par la municipalité d'Eskisehir du 13 et 14 avril 2020.
- D'approuver les frais de l'intervention communale au titre de subsides communaux à concurrence de 10.500,- euros à charge du Département des Sports.
- De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la liquidation desdits subsides dans les meilleurs délais;
- D'approuver la mise à disposition du bus communal le 12 avril 2020 pour effectuer le déplacement du stade G. Petre vers l'aéroport de Charleroi et le 19 avril 2020 de l'aéroport de Charleroi vers le stade G. Petre;
- D'imputer la dépense à l'article 7642/332-02 (10.500,- euros) du budget ordinaire de l'exercice 2020.

---

## **Deelname van de FC Saint-Josse aan het voetbaltoernooi in Eskisehir (Turkije); aanvraag van een toelage.**

De Raad,

Gelet op de jumelage afgesloten tussen de gemeente Sint-Joost-ten-Node en de stad Eskisehir (protocolakkoord afgesloten op 23 september 2013);

Gelet op de wens van de Gemeente Eskisehir om de jumelagerelaties met de gemeente Sint-Joost te versterken;  
Gezien de Gemeente Eskisehir voorziet om een voetbaltoernooi te organiseren in de categorieën U14 en U16 op 13 en 14 april 2020;

Gezien de Gemeente Eskisehir alle kosten voor verblijf en maaltijden van de sporters van de club FC Sint-Joost tijdens hun verblijf in Eskisehir voor haar rekening neemt;

Gelet op de wens van de gemeente Eskisehir om jongeren uit Sint-Joost op dit evenement te ontvangen om nieuwe banden te creëren en meer initiatieven in de domeinen van sport en jeugd te promoten;

Gezien FC Sint-Joost de enige gemeentelijke club is met jeugd ploegen die in kampioenschappen spelen;

Gelet op het feit dat de ploegen van FC Sint-Joost zijn samengesteld uit jongeren van Sint-Joost;

Gelet op het voorstel van de Gemeente aan de club FC Sint-Joost om deel te nemen aan dit project;

Gelet op het gunstig advies van FC Sint-Joost over het gemeentelijk voorstel;

Gezien het verblijf tevens een gelegenheid zal zijn om de jonge Tennodenaars andere horizons te laten ontdekken;

Overwegende dat deze reis tevens een gelegenheid is voor de jongeren om de stad Istanbul te ontdekken en dat ze hen de kans geeft om andere culturen te ontmoeten van 15 tot 19 april 2020 (zie bijlage);

Gezien de sportdelegatie zal bestaan uit 32 spelers en 10 coaches;

Gezien het feit dat 15 ouders op eigen kosten aan de reis zullen deelnemen;

Gezien het feit dat FC Sint-Joost verantwoordelijk is voor het administratieve beheer van de reis en de verzekering;

Gezien de totale kosten voor dit project 30.752,- euro bedragen;

Gezien de kosten van de reis 615,04€ per deelnemer bedragen;

Gezien de retourvlucht Charleroi-Eskisehir, transfer van kinderen en begeleiders, volpension en bezoeken in de prijs zijn inbegrepen;

Gelet op het voorstel van het College om bij te dragen in de kosten ten belope van 250,- euro per deelnemer, d.w.z. in totaal 10.500,- euro;

Gezien het feit dat er op 12 april 2020 een verplaatsing wordt gemaakt van het G. Petre-stadion naar de luchthaven van Charleroi;

Gezien het feit dat vervoer dient te worden voorzien van de luchthaven van Charleroi naar het G. Petre-stadion op 19 april 2020;

Overwegende dat het Departement Sport een gunstig advies heeft uitgebracht over de mogelijkheid om jonge Tennodenaars aan te bieden om deel te nemen aan dit uitzonderlijke evenement; dat het Departement Sport over voldoende middelen beschikt;

Beslist :

- Om de uitnodiging te aanvaarden van de gemeente Eskisehir om deel te nemen aan het voetbaltoernooi van 13 en 14 april 2020.

- Om FC Sint-Joost financieel te steunen met het oog op haar deelname aan het voetbaltoernooi georganiseerd door de gemeente Eskisehir van 13 en 14 april 2020;



- Om de kosten van de gemeentelijke tussenkomst goed te keuren als gemeentelijke subsidie ten belope van 10.950 euro ten laste van het Departement Sport ;
- Om het College van Burgemeester en Schepen te belasten met de spoedige uitbetaling van de subsidie ;
- Om de terbeschikkingstelling goed te keuren van de gemeentelijke bus op 12 april 2020 teneinde de verplaatsing uit te voeren van het G. Petre stadion naar de luchthaven van Charleroi en op 19 april 2020 van de luchthaven van Charleroi naar het G. Petre stadion ;
- Om de uitgave te boeken op artikel 7642/332-02 (10.950 euro) van de gewone begroting van dienstjaar 2020.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*saint-josse voyage turquie (1).pdf, saint-josse voyage turquie (2).pdf.docx, invitation Eskisehir.pdf*

---

12.02.2020/A/0017 **Musée Charlier; convention de partenariat avec Femigra asbl dans le cadre de l'organisation de cours Tai Chi.**

Le Conseil communal,

Vu les articles 117 et 135 de la Nouvelle Loi communale;

Vu le projet de convention de partenariat avec Femigra asbl pour l'organisation des cours Tai Chi en 2020 ;

Décide :

- d'approuver cette convention avec Femigra asbl;
- d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à signer tous les documents y rapportant.

---

**Charliermuseum; ontwerp van partnerschapsovereenkomst met Femigra vzw voor de organisatie van lessen Tai Chi.**

De Gemeenteraad,

Gezien de artikelen 117 en 135 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien het ontwerp van partnerschapsovereenkomst met Femigra vzw voor de organisatie van lessen Tai Chi in 2020;

Beslist,

- het ontwerp van partnerschapsovereenkomst met Femigra vzw goed te keuren;
- het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen alle documenten die hierop betrekking hebben te ondertekenen.

---

12.02.2020/A/0018 **Département Enseignement (N+F) et Culture (N+F); rémunération des auteurs et éditeurs pour réprographie; reconduction de la convention.**

Le Conseil,

Vu que le Collège a adopté le principe de reconduction de la convention pour la rémunération des auteurs et éditeurs pour réprographie;

Vu que depuis le 1er janvier 1998, selon les dispositions de l'Arrêté Royal du 30 octobre 1997, il est permis de réaliser, dans certaines limites des copies d'oeuvres protégées par le droit d'auteur (extraits de livres, articles de journaux, de cartes, de photos, etc....) pour autant qu'une rémunération soit versée aux auteurs et éditeurs, sur base d'une convention passée avec la société REPROBEL.

Vu que l'Administration est tenue de faire parvenir annuellement, au plus tard pour le 30 juin de chaque année, une déclaration contractuelle pour lesdits volets et d'acquitter les redevances pour l'enseignement néerlandophone et francophone ainsi que les bibliothèques néerlandophone et francophone.

Décide :

d'adopter la reconduction des conventions passées avec la société REPROBEL concernant la rémunération des auteurs et éditeurs pour réprographie.

---

**Departement Onderwijs (N+F); Vergoeding aan auteurs en uitgevers voor reproductie; verlenging overeenkomst.**

De Raad,

Aangezien het College het voorstel omtrent de verlenging van de overeenkomst voor het vergoeden van auteurs en uitgevers voor het kopiëren heeft goedgekeurd;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 30 oktober 1997 bepalende dat het sedert 1 januari 1998 mogelijk is, in zekere mate kopieën van auteursrechterlijke beschermende werken te realiseren (uittreksels van boeken, dagbladartikelen, pattegronden, foto's....).

Aangezien dit enkel mogelijk is indien er vergoedingen betaald worden aan uitgevers en aan auteurs, op basis van een overeenkomst afgesloten met de door de overheid aangeduidde firma REPROBEL;

Gelet dat het Gemeentebestuur jaarlijks voor 30 juni een contractuele verklaring moet invullen, en de bijhorende vergoedingen moet vereffenen voor het Nederlandstalige en Franstalig onderwijs alsook voor de Nederlandstalige en Franstalige bibliotheken.

Beslist :

de verlenging van de overeenkomst met de firma REPROBEL, met betrekking tot de vergoeding aan auteurs en uitgevers voor reproductie, goed te keuren.

*1 annexe / 1 bijlage*

12.02.2020/A/0019 **Camerasysteem voor controle rijverbod Leuvensesteenweg ; interpellatie ingediend door Dhr. Fr. ROEKENS, Gemeenteraadslid.**

*1 annexe / 1 bijlage*

*2020.02.12 - Camerasysteem; interpell. Fr. Roekens.pdf*